

REVUE JURIDIQUE DE L'ENVIRONNEMENT
TABLES DE LA RJE - 1976-1998

TABLE ANALYTIQUE DE LA JURISPRUDENCE

I- COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES	p. 2
II- JURISPRUDENCE ADMINISTRATIVE	p. 3
III - JURISPRUDENCE CIVILE	p. 39
IV - JURISPRUDENCE PENALE	p. 41

I - COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DECHETS

Mise en oeuvre des directives communautaires sur les déchets,
Cour de Justice des Communautés Européennes, 2 décembre 1986, Commission
des Communautés européennes c/ Royaume de Belgique 1989/3, 311

Prévention et élimination des déchets - Question préjudicielle,
Cour de justice des Communautés Européennes, 13 juillet 1989, Enichem Base
et autres c/ Commune de Cinisello Balsamo (conclusions F.-G. JACOBS) 1989/4, 445

Bases juridiques de la directive déchets n° 91/156,
Cour de Justice des Communautés Européennes, 17 mars 1993 (Aff. C-155/91)
(note N. de SADELEER) 1993/4, 593

EAU - POLLUTION TRANSFRONTIERE

Pollution du Rhin par les potasses d'Alsace - Compétence,
Cour de justice des Communautés Européennes, 30 novembre 1976,
S.A.Handelskwekerij G.J. Bier B.V. et Fondation Reinwater c/ S.A.Mines de
Potasse d'Alsace (note A. KISS) 1977/3, 323

ENERGIE NUCLEAIRE

*Centrale nucléaire de Cattenom, question préjudicielle sur l'interprétation de
l'article 37 du traité Euratom,* Cour de Justice des Communautés Européennes,
22 septembre 1988 1989/1, 75

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Transposition des directives sur la pollution de l'air,
Cour de Justice des Communautés Européennes, 30 mai 1991,
Commission des Communautés Européennes
c/ République Fédérale d'Allemagne (aff. C-361/88) 1992/1, 63

Transposition des directives sur la pollution de l'air,
Cour de Justice des Communautés Européennes, 1er octobre 1991, Commission
des Communautés Européennes c/ République Française (aff. C-13/90) 1992/1, 69

PROTECTION DE LA NATURE ET CHASSE

Non-respect par la France de la directive C.E.E sur la conservation des oiseaux sauvages,
Cour de Justice des Communautés Européennes, 27 avril 1988, Commission des
Communautés Européennes c/République française (note J. UNTERMAIER) 1988/4, 455

Conservation des oiseaux sauvages et protection de leurs habitats, Cour de Justice
des Communautés Européennes, 28 février 1991, Commission des Communautés

Européennes c/ République fédérale d'Allemagne (note N. de SADELEER)	1992/3, 351
<i>Questions préjudicielles sur l'interprétation de la directive CEE sur la conservation des oiseaux sauvages,</i> Cour de Justice des Communautés Européennes, 19 janvier 1994	1994/1, 61
<i>Chasse, protection des oiseaux sauvages et des habitats,</i> Cour de Justice des Communautés Européennes, 2 août 1993, Commission c/ Espagne (aff. C 355-90) (note J. BOUCKAERT)	1995/1, 59
<i>Question préjudicielle sur l'introduction d'espèce non-européenne,</i> Cour de Justice des Communautés Européennes, 8 février 1996 (aff. C-202-94) (note A. GOSSERIES)	1997/2, 217

II - JURISPRUDENCE ADMINISTRATIVE

ADMINISTRATION DE L'ENVIRONNEMENT

<i>Organisation et attributions des DDAF,</i> Conseil d'Etat, 26 octobre 1992, Syndicat national de l'environnement CFDT	1993/2, 277
---	-------------

AFFICHAGE ET PUBLICITE

<i>Mise en demeure adressée à une société de publicité de supprimer les dispositifs publicitaires non conformes,</i> Conseil d'Etat, 26 janvier 1979, Société "Avenir Publicité" (note Jean-Paul MARTIN)	1979/3, 178
<i>Extension par arrêté préfectoral des zones d'affichage restreint établies dans les villes d'art et les localités de caractère artistique ou pittoresque,</i> Conseil d'Etat, 26 janvier 1979, Sieur Eguimendya (note J-P. MARTIN)	1979/3, 179
<i>Retrait de l'exploitation d'emplacements par la ville suite à une cession à un tiers non autorisé,</i> Conseil d'Etat, 2 février 1979, Ville de Châlons-sur-Marne c/ Groupement d'Intérêt Economique "Publicitor" (note J-P. MARTIN)	1979/3, 180
<i>Réglementation de la publicité en agglomération,</i> Conseil d'Etat, 16 novembre 1984, Société Eurybia (conclusions B. GENEVOIS)	1985/1, 45
<i>Constatation et sanction des infractions. Compétence liée du maire,</i> TA Grenoble, 4 octobre 1991, SA Sayag Electronic (note R. FRAISSE)	1992/3, 347
<i>Réglementation de la publicité en agglomération,</i> CE, 10 novembre 1997, Commune du Grand Quevilly (note P. ZAVOLI)	1998/4, 517

AGRICULTURE ET ESPACE RURAL

<i>Aménagement rural - remembrement,</i> TA Châlons-sur-Marne, 30 juin 1995, M. Nicolas (note D. WARIN)	1995/4, 601
--	-------------

ALSACE-LORRAINE

Droit local alsacien - mosellan - Associations - Contrôle de l'inscription,
TA Strasbourg, 12 décembre 1975, Association "Plein-air Zinsel"
(note J. GROSCLAUDE)

1976/2, 51

ASSOCIATIONS

Agrément - Appréciation du caractère désintéressé de l'activité d'une association,
TA Rennes, 21 novembre 1979, Association Bevan E Trebeurden
(note M. PRIEUR)

1980/3, 236

Fédération départementale de chasse - Agrément,
TA Orléans, 4 juillet 1980, Fédération française des sociétés de protection de la
nature et autres (note Y. PITTARD)

1981/3, 258

Agrément des associations,
TA Poitiers, 25 juin 1980, Deproper c/ Ministre de l'environnement
(conclusions M. BIANCARELLI) (note M. PRIEUR)

1982/1, 170

Agrément des associations - Critères,
Conseil d'Etat, 13 novembre 1981, Ministre de l'environnement c/ DEPROPER
(conclusions M. BIANCARELLI) (note M. PRIEUR)

1982/1, 171

*Agrément des associations et garanties d'organisation,*TA Rennes,
21 octobre 1981, Association "Les amis de la presqu'île de Quiberon"

1982/1, 186

Contrôle du refus d'agrément, TA Rennes, 11 mars 1982,
Association logonnaise pour la défense de l'environnement

1982/1, 187

*Communication du projet de POS aux associations agréées qui en font la
demande,*Conseil d'Etat, 20 mars 1985, Association pour la sauvegarde
du paysage rural de Saint-Martin-du-Vivier

1985/1, 50

*Recours contre un permis de construire - Absence d'intérêt à agir d'une association
de protection de l'environnement,* Conseil d'Etat, 26 juillet 1985, Union régionale
pour la défense de l'environnement, de la nature, de la vie et de la qualité de la vie
en Franche-Comté (URDEN)(note R. HOSTIOU)

1985/4, 473

*Association de défense de l'urbanisme et de l'environnement - Préjudice moral –
Indemnisation,*TA Versailles, 21 novembre 1986, Association pour la défense
de la qualité du cadre de vie du village de Lésigny

1987/1, 79

*Décharge d'ordures ménagères - Installation illégale - Dommage écologique –
Réparation (non) - Remboursement des frais de justice des associations (non),*
TA Bordeaux, 2 octobre 1986, SEPANSO c/ Ministère de l'Environnement et du
Cadre de Vie (note S.CHARBONNEAU)

1987/3, 367

Condamnation d'une association au paiement des frais de procédure,

Conseil d'Etat, 11 février 1991, Association pour la sauvegarde de la rivière Pont L'Abbé (Note J. RAYMOND) 1991/3, 378

Contestation des frais alloués au titre de l'article 8-1 du code des TA et CAA, CAA Nantes, 13 mai 1998, Association "Urbanisme ou Environnement ?" 1998/4, 525

BRUIT

Aéroports - Taxe parafiscale, Conseil d'Etat, 7 mai 1975, Comité de défense des riverains de l'aéroport de Paris Nord, Association des populations survolées par les avions d'Orly et Commune de Villeneuve-le-Roi 1976/1, 41

Nuisances dues au bruit - Détermination du loyer matriciel et de la valeur locative, Conseil d'Etat, 5 juillet 1978, Sieur Lamarque (note J. GROSCLAUDE) 1978/4, 382

Atteinte sérieuse et constante à l'environnement causée par une autoroute de contournement, TA Lyon, 8 mai 1980, Paul Amoric c/ Société des autoroutes du Sud de la France 1980/3, 244

Responsabilité en matière de nuisances sonores dues au trafic autoroutier, Conseil d'Etat, 5 mai 1982, Mme Fauresse 1982/3, 292

Responsabilité pour dommage anormal et spécial dû à l'autoroute Paris-Normandie, TA Rouen, 12 octobre 1983, Epoux Gwiazdowski 1984/1, 50

Atelier de travail du bois - Exploitation non comprise dans la nomenclature des installations classées, Conseil d'Etat, 26 juillet 1985, M. Chevalier 1985/4, 479

Indemnisation des victimes du bruit des aéroports, TA Paris, 16 juin 1981, Compagnie Air-France (note R. GOY) 1988/1, 31

Indemnisation des victimes du bruit des aéroports, Conseil d'Etat, 6 février 1987, Compagnie nationale Air-France (note R. GOY) 1988/1, 31

Annulation du décret instituant une redevance pour atténuation des nuisances phoniques, Conseil d'Etat, 13 novembre 1987, Syndicat national des transporteurs aériens (note R. HERTZOG) 1988/2, 149

Bruit des centrales nucléaires, Conseil d'Etat, 2 octobre 1987, Electricité de France c/ Mme Spire 1988/2, 153

Installation classée, nuisances sonores et préoccupation, TA Strasbourg, 8 mars 1994, M. Charles Klein c/ Préfet du Bas-Rhin et Cristallerie Laliq 1994/4, 421

Zone de bruit des aérodromes, TA Besançon, 15 juillet 1994, Mme Jangey (conclusions F. MALLOL) 1994/4, 455

Bruit - Responsabilité de l'Etat du fait des nuisances sonores causées par un ouvrage public, TA Strasbourg, 22 septembre 1997, M. et Mme Humbrecht

c/ Préfet du Bas Rhin(note: F. GOLIARD)

1998/3, 349

CATASTROPHES NATURELLES ET RISQUES MAJEURS

Risque naturel majeur-Implantation d'un terrain de camping dans les gorges du Verdon, CE, 29 juillet 1998, Association interdépartementale et intercommunale pour la protection du lac de Sainte-Croix, de son environnement, des lacs et sites du Verdon

1998/4, 561

CHASSE

Classement de la tourterelle comme nuisible, Conseil d'Etat, 9 mai 1975, Fédération française des sociétés de protection de la nature (conclusions M. GENTOT)

1976/1, 42

Plan individuel de chasse, Conseil d'Etat, 28 mai 1975, Ministre de la protection de la nature et de l'environnement c/ Sieur Pinot

1976/1, 45

Refus d'agrément d'une association intercommunale de chasse, Conseil d'Etat, Section, 13 juin 1984, Ministre de l'environnement c/ Association intercommunale de chasse Quercy-Gascogne et autre (conclusions P. A. JEANNENEY)

1984/3, 218

Agrément au titre de la loi du 10 juillet 1976 des fédérations de chasseurs, Conseil d'Etat, 13 juin 1984, Fédération départementale des chasseurs du Loiret et autres (conclusions P.-A. JEANNENEY) (note Y. PITTARD)

1984/4, 324

Fixation des cotisations d'une ACCA - Incompétence de la juridiction administrative, Conseil d'Etat, 5 juillet 1985, ACCA de Bonvillard (conclusions P-A. JEANNENEY)

1986/1, 90

Arrêté autorisant la chasse à la tourterelle pendant la période de migration – Méconnaissance de la Directive CEE concernant les oiseaux sauvages, Conseil d'Etat, 8 mars 1985, SEPANSO et FFSPN (note C. de KLEMM)

1986/2-3, 264

Ouverture de la chasse à la caille - Violation du code rural, Conseil d'Etat, 7 décembre 1984, Ligue française pour la protection des oiseaux (note C. de KLEMM)

1986/2-3, 266

Autorisation de chasse avec appelant - Espèces migratrices - Violation du code rural, Conseil d'Etat, 7 décembre 1984, Ligue française pour la protection des oiseaux et autres (note C. de KLEMM)

1986/2-3, 267

Oiseaux sauvages - Espèces gibier - Commercialisation - Directive CEE, Conseil d'Etat, 6 mars 1987, FFSPN

1987/3, 386

ACCA - Procédure de constitution - Arrêté fixant la liste des départements où doit être créée une ACCA, TA Clermont-Ferrand, 14 mai 1987, Moret et Comité de défense des ACCA (conclusions M. BONNET)

1987/4, 485

Réglementation de la chasse avec des chiens,

TA Grenoble, 28 novembre 1987, MM. Le Begue de Germiny et Chabert c/ Ministère de l'environnement (conclusions D. GANDREAU)	1988/3, 329
<i>Chasse au gibier d'eau - Méconnaissance de la directive C.E.E du 2 avril 1979,</i> TA Grenoble, 28 novembre 1987, Associations Roc et Cora (conclusions D. GANDREAU) (note V. LEVY-BRUHL)	1988/3, 333
<i>Tenderie aux grives. Méconnaissance du Code rural,</i> Conseil d'Etat 22 novembre 1989, FFSPN	1990/2, 241
<i>Directive CEE et dates d'ouverture et fermeture de la chasse aux gibiers d'eau et oiseaux de passage,</i> Conseil d'Etat, 29 juin 1990, Secrétaire d'Etat chargé de l'Environnement et Union nationale de défense des chasses traditionnelles (note P. JANIN)	1991/1, 49
<i>Statut du gibier d'élevage,</i> Conseil d'Etat, 3 décembre 1993, Fédération nationale des éleveurs de cerfs (conclusions B. du MARAIS)	1994/4, 445
Panorama de la jurisprudence administrative - Chasse (R. ROMI)	1995/1, 150
<i>Chasse au gibier d'eau et oiseaux de passage et droit communautaire,</i> TA Toulouse, 19 mai 1993, Association pour la protection des animaux sauvages et autres (note J. VIGUIER)	1995/2, 299
<i>Espèces migratrices, directive CEE et Convention de Berne,</i> TA Dijon, 7 février 1995, Association ornithologique et mammalogique de Saône-et-Loire (note P. JANIN)	1995/2, 313
<i>Chasse au blaireau et atteinte à l'équilibre écologique,</i> TA Orléans, 11 avril 1995, Nature 18 (note P. JANIN)	1995/2, 319
<i>Procédure d'urgence, arrêté de classement de nuisibles,</i> TA Lyon, ordonnance de référé, 28 mars 1995, FRAPNA et CORA	1995/2, 325
<i>Clôture de la chasse au gibier d'eau et conformité avec la directive CEE n° 79/409,</i> TA Amiens, 8 février 1996, Association pour la Protection des Animaux Sauvages et du Patrimoine naturel c/ Préfet de l'Aisne	1996/1-2, 121
<i>Clôture de la chasse au gibier d'eau et conformité avec la directive CEE n° 79/409,</i> TA Nantes, 21 mars 1996, Association pour la Protection des Animaux Sauvages et du Patrimoine naturel et Fédération Départementale des chasseurs de la Mayenne et de la Sarthe	1996/1-2, 126
<i>L'indemnisation des dégâts de gibier en droit alsacien-mosellan,</i> TA Strasbourg, 7 novembre 1996, M. Karl Kretzschmar c/ ville de Haguenau	1997/1, 37
<i>Clôture de la chasse aux oiseaux de passage et gibier d'eau, loi française et directive CEE du 2 avril 1979,</i> TA Amiens, 17 décembre 1996, ASPAS c/ Préfet de l'Oise (conclusions A. GUEDJ)	1997/2, 20

Loi Verdeille - Compatibilité avec les libertés fondamentales,
Conseil d'Etat, 10 mai 1995, Rassemblement des opposants à la chasse 1997/3, 387

CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Autorisation d'exploitation d'une décharge contrôlée. Sursis confirmé,
CAA Lyon, 11 mai 1993, Société Silim-Environnement et Préfet des
Bouches-du-Rhône (conclusions D. RICHER) 1993/4, 585

Référé-expertise,
Ordonnance de référé, TA Rouen, 15 janvier 1993, Société française Hoechst 1995/S, 127

Référé-expertise,
Ordonnance de référé, TA Paris, 17 août 1988, Commune de Villecresnes 1995/S, 129

Procédure d'urgence - Référé,
Ordonnance de référé, TA Marseille, 2 mars 1994, Société Nationale des
Poudres et Explosifs 1995/S, 131

Procédure d'urgence - Référé,
Ordonnance de référé, TA Lille, 14 février 1990,
Commune de Lambersart et autres 1995/S, 133

Expertise, mesure d'instruction avant sursis,
TA Strasbourg, 20 juillet 1993, Association de sauvegarde de la vallée de
l'Isch c/ Préfet du Bas-Rhin 1995/S, 135

DECHETS

Emission de fumées provenant d'une décharge d'ordures ménagères,
Conseil d'Etat, 7 janvier 1976,
Compagnie d'assurances "La Providence" c/ Ville de Dôle 1977/1, 61

*Troubles de voisinages causés par le fonctionnement d'une usine d'incinération
d'ordures ménagères,* Conseil d'Etat, 22 juillet 1977, Syndicat intercommunal
pour l'étude, la construction et l'exploitation d'une usine d'incinération d'ordures
ménagères de l'agglomération caennaise 1977/3, 312

*Légalité de la prescription de la surveillance et de l'étude d'un dépôt de lindane –
Application de la législation sur les installations classées,*
Conseil d'Etat, 11 avril 1986, Ministre de l'environnement
c/ Société des produits chimiques Ugine-Kuhlman 1986/2-3, 292

Dépôt de déchets de l'industrie chimique - Mise en demeure du producteur,
TA Poitiers, 25 juin 1986, Institut national de recherche chimique appliquée
et Société chimique de la Grande-Paroisse 1988/1, 43

Dépôt de déchets non autorisé - Enlèvement, exécution d'office et consignation,
TA Paris, 7 octobre 1986, MM. Jean et Jacques Bouillère 1988/1, 44

Importation de déchets allemands. Convention de Bâle et droit communautaire,
TA Strasbourg, 19 mai 1993, AFRPN-Alsace Nature c/ Préfet du Bas-Rhin
(note Y. WINISDOERFFER) 1994/4, 429

Autorisation d'importation de déchets,
TA Strasbourg, 8 décembre 1994, M. Jean-Marie Seichepine
c/ Préfet de la Moselle 1995/3, 489

Elimination des déchets autres que ménagers,
TA Strasbourg, 8 avril 1997, M. Woerner c/ Commune de Staffelfelden 1997/3, 391

DOMAINE PUBLIC

*Préjudice causé par une construction illégalement élevée par une commune sur
le domaine public maritime,* Conseil d'Etat, 8 octobre 1975, Sieur Delbos 1977/1, 50

Port maritime - Contravention de grande voirie,
Conseil d'Etat, 26 juillet 1978, Société Jokelson et Handtsaen
(note R. RODIERE) 1978/4, 392

*Littoral - Domaine public maritime - Concession d'endigage au profit de la commune
annulée par le Conseil d'Etat,* TA Rennes, 2 novembre 1978,
Comité de défense des sites de la Forêt Fouesnant 1978/4, 389

*Zone piétonne - Domaine public - Police municipale - Conditions d'application de
l'article L 131-4 du Code des Communes,* TA Rennes, 25 janvier 1978, Sieur Bougie,
Sieur Fisselier et autres (note J. CAILLOSSE) 1979/1, 43

Concession d'endigage d'une marina, Conseil d'Etat, Assemblée, 29 décembre
1978, Association de défense de la côte fleurie (conclusions M. FRANC) 1979/2, 129

Pollution des eaux du port de Marseille - Responsabilité de l'Etat,
Conseil d'Etat, 28 mars 1980, Ministère de l'Équipement
c/ Compagnie Assurance Rhône Méditerranée et autres 1980/2, 18

*Obligation pour l'autorité administrative de veiller à la conservation du domaine
public maritime,* Conseil d'Etat, Section, 23 février 1979, Ministre de l'équipement
c/ Association des "Amis des chemins de ronde" (conclusions A. BACQUET) 1979/3, 208

Protection du littoral et contravention de grande voirie,
TA Rennes, 31 décembre 1981, SEPNB (note J. LE GOFF) 1988/1, 57

Protection du littoral et contravention de grande voirie,
TA Rennes, 20 mars 1986, Préfet du Finistère c/ Commune de Logonna-Daoulas
(note J. LE GOFF) 1988/1, 58

Délimitation du domaine public maritime et ZAC,
Conseil d'Etat, 10 juillet 1981, M. Mathio et Comité de défense de la côte aquitaine
(note S. CHARBONNEAU) 1982/1, 52

<i>Condamnation à démolition d'une construction édifée sans autorisation sur le domaine public maritime, Conseil d'Etat, 3 novembre 1982, M. Mauran</i>	1983/1, 41
<i>Course motocycliste sur le domaine public maritime et loi littoral, TA Bordeaux, 9 novembre 1988, Aquitaine Alternatives c/ Préfet de la Gironde</i>	1989/4, 461
<i>Extraction de sables sur le domaine public maritime, TA Nantes, 17 novembre 1989, Commune de La Faute-sur-mer</i>	1990/2, 251
<i>Course motocycliste et protection des milieux naturels du littoral, Conseil d'Etat, 19 juin 1991, Ministre de l'intérieur c/ Association " Aquitaine Alternatives"</i>	1991/4, 537

DROIT ADMINISTRATIF

<i>Police des étrangers - Manifestation contre les essais nucléaires dans le Pacifique, TA Papeete, 10 décembre 1996, David Mac Taggart c/ Etat</i>	1997/3, 409
---	-------------

DROIT FISCAL ET FINANCES PUBLIQUES

<i>Redevances des agences financières de bassin - Redevances pour prélèvement d'eau - Illégalité, Conseil d'Etat, 3 octobre 1986, Houillères de bassin du Centre et du Midi-Houillères d'Aquitaine c/ Agence financière de Bassin "Adour Garonne" (note T. SCHMITT)</i>	1987/1, 87
<i>PNR. Décharge de la taxe sur les salaires, TA Châlons-sur-Marne, 26 février 1985, Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du Parc naturel régional de la Forêt d'Orient</i>	1985/3, 387
<i>Amortissement des subventions antipollution, TA Strasbourg, 22 novembre 1996, SA STRACEL (note T. SCHMITT)</i>	1997/3, 411
<i>Conflit négatif - Nature de la taxe due pour les ouvrages de prises d'eau, Tribunal des Conflits, 20 octobre 1997, SA Papeteries Etienne c/ Voies Navigables de France</i>	1998/1, 81

EAU

<i>Pollution de rivière et droit à réparation des fédérations et sociétés de pêche, Conseil d'Etat, 10 décembre 1975, Fédération départementale des associations de pêche et de pisciculture d'Eure et Loire, Société de pêche "les pêcheurs remois" et Sieur Dega</i>	1977/1, 63
<i>Pollution de rivière et dommage de travaux publics, Conseil d'Etat, Section, 15 octobre 1976, District urbain de Reims (note F. MODERNE) (conclusions D. LABETOULLE)</i>	1977/2, 165
<i>Pollution du Rhin par les rejets salins des mines domaniales de potasse d'Alsace, TA Strasbourg, 27 juillet 1983, La Province de la Hollande septentrionale c/</i>	

Etat, Ministre de l'Environnement (conclusions P. KINTZ) (note A. KISS)	1983/4, 343
<i>Légalité des arrêtés interministériels du 10 août 1976 fixant les règles générales de rejet d'effluents radioactifs liquides</i> , Conseil d'Etat, 10 février 1984, Association "Les amis de la terre" (note J.- P. COLSON)	1984/3, 208
<i>Refus de concession sur un cours d'eau domanial - Nécessité de l'accord du Ministre de l'Environnement</i> , Conseil d'Etat, 23 novembre 1984, Ministre de l'Environnement c/ Société hydroélectrique du Bourgnassou	1985/2, 203
<i>Pollution transfrontière - Mine domaniale des potasses d'Alsace - Rejets salins dans le Rhin</i> , Conseil d'Etat, Section, 18 avril 1986, Société "Les mines de Potasse d'Alsace" c/ Province de la Hollande septentrionale et autres (note A. KISS et J-D. RAYMOND)	1986/2-3, 296
<i>Modification du règlement d'eau pour la protection du milieu naturel - Illégalité du Préfet d'ordonner l'amélioration des échelles à poisson</i> , Conseil d'Etat, 11 juillet 1986, Association protectrice du saumon pour le bassin de l'Allier et de la Loire (conclusions E. GUILLAUME)	1986/4, 459
<i>Tourbières, plans d'eau et aménagement de la montagne</i> , Conseil d'Etat, 30 octobre 1987, Association "Les amis de Remiremont et des sites des Hautes-Vosges" et FLORE	1988/1, 73
<i>Prise d'eau et droits fondés en titre</i> , Conseil d'Etat, 15 juin 1987, M. Blanc (note W. COULET)	1988/2, 155
<i>Police des plans d'eau et sports nautiques</i> , Conseil d'Etat, 19 février 1988, Association des propriétaires riverains et plaisanciers du Cingle de Trémolat-Cales-Mauzac	1988/3, 345
<i>Responsabilité pour pollution de source d'eau minérale</i> , Conseil d'Etat, 19 février 1988, M. de Talhouet	1988/3, 361
<i>Alimentation en eau potable des communes et police municipale</i> , Conseil d'Etat, 21 juillet 1989, Commune de Saint-Martin-d'Auxigny c/ M. Jacquet	1989/4, 451
<i>Assèchement de puits agricoles - Dommage de travaux publics - Evaluation et réparation</i> , Conseil d'Etat, 16 juin 1989, Département du Puy-de-Dôme c/ M. Delorme	1989/4, 452
<i>Contrat de rivière. Effet à l'égard de l'administration</i> , TA Lyon, 10 décembre 1989, FRAPNA (conclusions G. FONTBONNE)	1990/1, 119
<i>Rejets salins des MDPAs dans le Rhin. Insuffisance de l'étude d'impact</i> , TA Strasbourg, 3 août 1989, Province de Hollande septentrionale c/Etat	1990/1, 125
<i>DUP Station d'épuration. Extension dans un but d'intérêt privé</i> , TA Dijon, 14 novembre 1989, Association de protection de l'environnement et de la nature des rus et ruisseaux de Venizy et autres	1990/3, 395

<i>Eaux souterraines. Irrigation. Limitation des prélèvements,</i> TA Poitiers, 5 juin 1991, Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles des Deux-Sèvres	1992/1, 85
<i>Extraction de matériaux dans le lit de la Bidassoa,</i> TA Pau, 23 février 1993, Association Aquitaine Alternatives et autres (note Carlos de CASADEVANTE ROMANI)	1993/4, 617
<i>Réparation des préjudices causés par des pollutions accidentelles et chroniques,</i> TA Bastia, 16 juillet 1993, MM. Eugène et Pierre Planet	1993/4, 623
<i>Procédure, sursis à exécution, moyen sérieux,</i> TA Nantes, 23 mars 1994, Association de protection du site de Luzan et Association Vivre l'Île 12 sur 12 (conclusions P. THOMAS)	1995/1, 113
<i>Assainissement, rejet dans les eaux, permis de construire,</i> TA Nice, 30 juin 1994, Mme Elsaïr (conclusions N. CALDERARO)	1995/1, 129
<i>Police des eaux, Conseil d'Etat, 28 juillet 1995, Fédération française de canoë-kayak et disciplines associées</i>	1995/4, 605
<i>Eau - Gestion équilibrée de la ressource en eau, TA Orléans, 5 décembre 1995,</i> association de défense du patrimoine aquifère et de sauvegarde écologique de la Conie (conclusions F ABAUZIT)	1996/1-2, 121
Panorama de la jurisprudence administrative - Eau (R. ROMI)	1996/3, 343
Panorama de la jurisprudence administrative - Eau (R. ROMI)	1997/3, 433
<i>Loi sur l'eau, travaux soumis à autorisation. Plein contentieux,</i> TA Nice, 19 juin 1997, Chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes et autres c/ Préfet des Alpes-Maritimes (note B. DROBENKO)	1998/2, 209
<i>Domaine public, rejet en mer et loi sur l'eau, Conseil d'Etat, 8 juin 1998, Ministre de l'environnement c/ Association de protection du site de Luzan et Association "Vivre l'Île 12 sur 12" (conclusions T. X. GIRARDOT)</i>	1998/4, 535
<i>Mesures de restriction des usages de l'eau, CAA Nantes, 27 mai 1998, Syndicat de gestion des eaux et de l'environnement du Gâtinais Est de l'arrondissement de Montargis (conclusions C. JACQUIER)</i>	1998/4, 543
<i>Pollution des eaux, Responsabilité sans faute. Recouvrement des frais d'intervention,</i> TA Amiens, 2 avril 1998, M. Joseph Desouche c/ Commune de Cuiry-Housse	1998/4, 557

ENERGIE

Energie hydraulique

<i>Illégalité de l'autorisation d'une usine hydraulique pour insuffisance de la notice d'impact,</i> Conseil d'Etat, 11 février 1983, Mme Coutras	
--	--

(conclusions R. DENOIX DE SAINT-MARC) 1983/2, 128

Microcentrale électrique - Dossier d'enquête incomplet, Conseil d'Etat,
20 octobre 1987, Société anonyme des Usines Laprade (note J. RAYMOND) 1988/1, 53

Autorisations hydrauliques - Révocation pour motif de salubrité publique, Conseil
d'Etat, 13 janvier 1988, Syndicat national de la production autonome d'électricité 1988/3, 346

*Sanctions administratives pour non respect des conditions d'autorisation
d'utilisation de l'énergie hydraulique*, Conseil d'Etat, 1er juillet 1991, M. Auzolles 1991/4, 533

Energie nucléaire

Déclaration d'utilité publique de la centrale de Creys-Malville,
Conseil d'Etat, 4 mai 1979, Département de la Savoie et autres
(note J-P. COLSON) 1979/3, 188

Décret d'autorisation de création de la centrale de Creys-Malville, Conseil d'Etat,
Section, 4 mai 1979, Département de la Savoie et autres (note J-P. COLSON) 1979/3, 192

Permis de construire de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire,
Conseil d'Etat, 7 décembre 1979, Ministre de l'Environnement et
du Cadre de vie c/ Electricité de France 1980/1, 44

Déclaration d'utilité publique de la centrale nucléaire de Cattenom, Conseil d'Etat,
23 décembre 1981, Commune de Thionville, Commune de Rasselange, Association
intercommunale de Sarrebouq et communes avoisinantes, Ville de Trèves 1982/3, 295

*Permis de construire et autres autorisations préalables à la construction de la
centrale nucléaire de Cattenom*, TA Strasbourg, 25 mars 1982, Mme Sellin
et autres 1982/3, 299

*Légalité de la déclaration d'utilité publique de l'extension de l'usine de retraitement
de la Hague*, Conseil d'Etat, 10 décembre 1982, Comité régional d'information et
de lutte anti-nucléaire de Basse-Normandie (note J. MORAND-DEVILLER) 1983/3, 218

Légalité du permis de construire la centrale nucléaire de Cruas-Meysse, Conseil
d'Etat, 2 mars 1983, Groupement agricole foncier "Le Rocher de Métri" et autres
(note J. MORAND-DEVILLER) 1983/3, 221

Légalité de la déclaration d'utilité publique de la centrale nucléaire de Cruas-Meysse,
Conseil d'Etat, 2 mars 1983, Comité régional de défense anti-nucléaire du Rhône
et de la vallée du Rhône (note J. MORAND-DEVILLER) 1983/3, 223

Réduction du prix de l'électricité aux habitants des communes proches des chantiers,
Conseil d'Etat, Assemblée, 1er février 1985, Union départementale des
consommateurs de Paris (note M. BAZEX) 1985/2, 196

Légalité de la déclaration d'utilité publique de la centrale nucléaire de Chooz, Conseil
d'Etat, 7 juin 1985, Commune de Chooz et autres (note J.-Ph. COLSON) 1986/2-3, 257

<i>Légalité de l'autorisation de rejet d'effluents radioactifs gazeux de la centrale de Gravelines, Conseil d'Etat, 26 juillet 1985, Ministre délégué auprès du Ministre de la Recherche et de l'Industrie, chargé de l'Industrie c/ Comité antipollution de Dunkerque (note J.-Ph. COLSON)</i>	1986/2-3, 259
<i>Décret d'autorisation de création de la centrale de Golfech basé sur une étude d'impact insuffisante, Conseil d'Etat, 15 novembre 1985, M. Gabriel Froment (note J.-Ph. COLSON)</i>	1986/2-3, 263
<i>Centrale nucléaire de Cattenom - Autorisation de rejets d'effluents radioactifs gazeux - Refus du sursis à exécution - Circonstances particulières, TA Strasbourg, 8 septembre 1986, Association de sauvegarde de la Vallée de la Moselle et autres (note J. RAYMOND)</i>	1987/1, 80
<i>Centrale nucléaire de Cattenom - Autorisation de rejets d'effluents radioactifs – Enquête publique - Traitement Euratom, TA Strasbourg, 11 juin 1987 (Formation plénière), Land de Sarre et autres c/ Ministre de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme (note J.-Ph. COLSON)</i>	1987/4, 491
<i>Centrale nucléaire de Cattenom - Autorisation de divergence - Acte non susceptible de recours, TA Strasbourg, 11 juin 1987, Land de Sarre et autres c/ Ministre de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme (note J. Ph. COLSON)</i>	1987/4, 49
<i>Centrale de Cattenom. Autorisations de rejets d'effluents radioactifs liquides et gazeux. Traitement EURATOM, Conseil d'Etat 30 juin 1989, Ministre de l'Industrie, des P et T et du Tourisme c/ Etat de la Sarre et autres (note J.-Ph. COLSON)</i>	1990/1, 107
<i>Centrale de Creys Malville. Autorisation de poursuivre l'exploitation. Sursis, TA Grenoble, 13 mars 1990, Commune de Confignon et autres c/ Ministre de l'Industrie (conclusions M. LANTZ)</i>	1990/3, 399
<i>Légalité des décrets autorisant la remise en service de la centrale nucléaire de Creys-Malville, Conseil d'Etat 27 mai 1991, Ville de Genève et autres (note J.-Ph. COLSON)</i>	1991/4, 519
<i>Stockage de matières nucléaires, étude d'impact, étude de danger, TA Marseille, 19 octobre 1989, Mme Cozza et autres</i>	1992/2, 251
<i>Stockage de matières nucléaires, étude d'impact, étude de danger, CAA Lyon, 21 janvier 1992, Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA)</i>	1992/2, 254
<i>Les centrales nucléaires de Cattenom, Civaux et du Carnet : DUP et décrets d'autorisation de création, Conseil d'Etat, 26 février 1996, Land de Sarre et autres (1ère espèce), Association Stop-Civaux et autres (2ème espèce), Association "Une Basse-Loire sans nucléaire" (3ème espèce)</i>	1997/1, 39

Lignes électriques

Légalité de la construction d'une ligne électrique à très haute tension,

TA Toulouse, 10 février 1982, Association de défense du Lauragais-Nord et autres, Communes de Cambriac, Maurens et autres	1982/3, 306
<i>Servitude de passage de lignes électriques</i> , Conseil d'Etat, 29 janvier 1982, Haon J.A.	1982/3, 327
<i>Les avatars de la construction de la ligne THT du Luron</i> , CAA Bordeaux, 11 janvier 1996, Electricité de France (note Marie-France VERDIER)	1997/4, 555

ENQUETE PUBLIQUE, INFORMATION, PARTICIPATION

<i>Droit à l'information. Communication de résultats d'analyse</i> , TA Bordeaux, 10 octobre 1989, Aquitaine Alternatives c/ Préfet de la Gironde (note B. DYSSLI)	1990/1, 115
<i>Référendum local d'initiative municipale. Déféré du préfet</i> , TA Nantes, 8 février 1993, Préfet de Maine-et-Loire	1993/2, 297
Panorama de la jurisprudence administrative - Enquêtes publiques (J.C. HELIN, R. HOSTIOU)	1995/1, 153
Panorama de la jurisprudence administrative - Enquêtes publiques (J.C. HELIN, R. HOSTIOU)	1996/1-2, 139
Panorama de la jurisprudence administrative - Enquêtes publiques (J.C. HELIN, R. HOSTIOU)	1997/1, 87
Panorama de la jurisprudence administrative - Enquêtes publiques (J.C. HELIN, R. HOSTIOU)	1998/1, 113

ETUDE D'IMPACT

<i>Décret du 12 octobre 1977 - Non application à une opération de remembrement en cours</i> , Conseil d'Etat, 26 juillet 1978, Dlle Sellin	1978/3, 274
<i>Décret d'application de la loi du 10 juillet 1976, article 2, alinéa 2</i> , Conseil d'Etat, 13 octobre 1978, Fédération française des sociétés de protection de la nature	1978/4, 386
<i>Entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 1976, article 2, alinéa 2</i> , Conseil d'Etat, 18 mai 1977, Association pour la sauvegarde et l'avenir de la vallée de la Dordogne	1978/4, 387
<i>Référé administratif</i> , Conseil d'Etat, 18 juin 1980, Comité départemental de protection de la nature en Saône-et-Loire (note P. JANIN)	1981/2, 177
<i>Décret modifiant la nomenclature des installations classées non soumises à étude d'impact</i> , Conseil d'Etat, 23 mai 1980, Union des pêcheurs à la ligne du département de l'Isère	1981/2, 186
<i>Travaux de remblaiement d'une zone humide</i> , TA Nantes, 6 mars 1980, Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne	1981/2, 187

<i>Centrale d'enrobage à chaud - Contenu de l'étude d'impact</i> , TA Dijon, 8 octobre 1979, Ville de Gevrey-Chambertin c/ Ministère de l'Environnement et du Cadre de vie (note C. GASSMANN)	1981/2, 191
<i>Récupération de métaux et dépôt de véhicules hors d'usage - Contenu insuffisant de l'étude d'impact</i> , TA Toulouse, 22 mai 1980, Commune de Launaguet	1981/2, 196
<i>ZAC industrielle - Etude d'impact insuffisante</i> , TA Toulouse, 24 janvier 1980, Association pour la défense de la population concernée par la création de la zone de Naujac, La Primaube, Luc	1981/2, 198
<i>Insuffisance de l'étude d'impact portant sur la création d'une ligne à très haute tension</i> , TA Caen, 12 janvier 1982, Comité départemental de défense contre les couloirs de lignes à très haute tension (conclusions P. MINDU)	1982/3, 311
<i>Remblaiement d'une zone humide pour créer une zone industrielle et portuaire</i> , Conseil d'Etat, 23 avril 1982, Société nationale pour l'étude et la protection de la nature (conclusions O. DUTHEILLET DE LAMOTHE)	1983/3, 262
<i>Contenu insuffisant d'une étude d'impact d'un collège équivalent à une absence – Sursis à exécution de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976</i> , Conseil d'Etat, 1er juillet 1983, Commune de Roquevaire	1984/1, 65
<i>Insuffisance de l'étude d'impact jointe à une déclaration de mise en exploitation d'une mine d'uranium</i> , TA Limoges, 1er février 1983, Fédération limousine pour l'étude et la protection de la nature, FLEPNA c/ ministre de l'Industrie (note S. DOUMBE-BILLE)	1984/2, 148
<i>Contenu de l'étude d'impact d'une installation classée au regard des décrets du 21 septembre et du 12 octobre 1977</i> , Conseil d'Etat, 29 juin 1984, Association "Comité de sauvegarde des sites et de l'environnement de Roquefort-les-Pins" (conclusions M. DANDELLOT) (note M. PRIEUR)	1984/3, 234
<i>Etude d'impact d'une porcherie - Insuffisance équivalent à l'absence - Critères d'application - Rejet du sursis</i> , Conseil d'Etat, 28 septembre 1984, Rondeau et Chemouny et Ministre de l'Environnement c/ Mlles Cavel et Gillet	1984/4, 330
<i>Illégalité d'une autorisation de carrière pour insuffisance du contenu de l'étude d'impact</i> , Conseil d'Etat, 28 septembre 1984, SA Charles Mortera	1984/4, 332
<i>Carrière - Autorisation d'extension</i> , TA Strasbourg, 26 septembre 1984, AFRPN c/ Etat (note J. RAYMOND)	1985/1, 52
<i>Extension et modernisation d'un atelier de production de lindane</i> , TA Grenoble, 24 octobre 1984, Les Amis de la Terre c/ Ministre de l'Environnement	1985/2, 205
<i>Insertion de l'étude d'impact dans la procédure de remembrement</i> , Conseil d'Etat, 19 juin 1985, Mme Le Breton et M. et Mme Gautier	1985/4, 500

<i>Déclaration d'ouverture d'une mine d'uranium - Etude d'impact insuffisante,</i> Conseil d'Etat, 7 mars 1986, Ministre de l'Industrie c/ Cogema et Flepna (conclusions P.-A. JEANNENEY et note S. DOUMBE-BILLE)	1986/2-3, 281
<i>Champ d'application - Coût financier - Programme général - Fractionnement,</i> Conseil d'Etat, 16 janvier 1987, Commune de Gif-sur-Yvette	1987/3, 375
<i>Annulation d'un POS - Lotissement et étude d'impact,</i> TA Bordeaux, 22 octobre 1987, Association pour la défense du cadre de vie de Genissac c/ Commissaire de la République de la Gironde (note S. CHARBONNEAU)	1988/2, 163
<i>Etude d'impact et absence d'estimation des mesures compensatoires,</i> Conseil d'Etat, 27 juillet 1988, Ministre délégué chargé de l'environnement et M. Alberdi	1989/1, 79
<i>Exploitation de graves et contenu de l'étude d'impact,</i> Conseil d'Etat, 9 décembre 1988, Entreprise de dragage et de travaux publics et Société d'exploitation de la Garonne	1989/2, 187
<i>Sursis automatique,</i> TA Rennes, 25 août 1989, M. Henri Moraux et M. Denis Jouon des Longrais	1990/1, 113
<i>Etude d'impact et sursis automatique pour insuffisance "criante",</i> TA Besançon, 29 mars 1990, Commission Permanente d'Etudes et de Protection des Eaux du Sous-Sol et des Cavernes de Franche-Comté c/ Préfet du Territoire de Belfort	1991/2, 207
<i>Contenu de l'étude d'impact d'un aménagement hydraulique,</i> TA Strasbourg, 2 juin 1992, AFRPN	1992/3, 369
<i>Etude d'impact d'installation classée (porcherie),</i> TA Nantes, 15 octobre 1992, Association de défense du cadre de vie marsien c/ M. Charrier et préfet de Loire-Atlantique (conclusions P. THOMAS)	1993/1, 101
<i>Etude d'impact du tunnel du Somport,</i> TA Pau, 2 décembre 1992, France-Nature-Environnement, Jean-Pierre Bergès et autres c/ préfet des Pyrénées-Atlantiques (note M.-L. LAMBERT)	1993/1, 91
<i>Réalisation fractionnée de travaux d'un coût supérieur à 6 MF,</i> Conseil d'Etat, 24 février 1993, Mlle Descours et autres	1993/2, 279
<i>Remembrement dans le périmètre d'un PNR,</i> Conseil d'Etat, 21 octobre 1992, M. Catois	1993/3, 453
<i>Autorisation d'exploitation de carrière. Présence de flore protégée,</i> TA Amiens, 20 novembre 1992, Association Aisne-Environnement (note P.-P. DANNA et E. VALETTE)	1993/4, 577
<i>Contenu de l'étude et importance des travaux envisagés,</i> TA Rouen, 8 juin 1993, Association Union touristique Les amis de la nature et Association Pourquoi pas le Havre ?	1994/1, 67

<i>Arrêté d'autorisation, étude d'impact et enquête publique,</i> CAA Nancy, 4 novembre 1993, S.A. Union française des pétroles	1994/1, 71
Panorama de la jurisprudence administrative - Etude d'impact (M. PRIEUR)	1995/2, 327
<i>Contenu de l'étude d'impact relative à la création d'une ZAC,</i> TA Versailles, 20 décembre 1994, Union départementale des associations pour la sauvegarde de l'environnement des Yvelines c/ Préfet des Yvelines	1995/3, 493
Panorama de la jurisprudence administrative - Etude d'impact (M. PRIEUR)	1996/1-2, 154
<i>Sursis pour insuffisance d'étude d'impact. Injonction de l'article 8-2 du code des TA et CAA (non),</i> CAA de Nantes, 28 mars 1996, Association Manche Nature	1996/3, 321
Panorama de la jurisprudence administrative - Etude d'impact (M. PRIEUR)	1997/3, 437
<i>Etude d'impact. Centre d'enfouissement de déchets ultimes. Contenu de l'étude,</i> CAA Nantes, 4 février 1998, Syndicat mixte du Point Fort et Ministre de l'environnement (conclusions D. DEVILLERS)	1998/3, 367

EXPROPRIATION

<i>Validité de la "prorogation" d'une DUP. Enquête publique,</i> TA Strasbourg, 6 juin 1975, Epoux Ott Hubert c/ Préfet du Bas-Rhin (note M. PRIEUR)	1976/1, 46
<i>Création d'une zone industrielle dans la Rade de Brest - Enquête préalable,</i> Conseil d'Etat, 25 juillet 1975, Syndicat CFDT des marins-pêcheurs de la Rade de Brest et autres	1976/2, 63
<i>Injections de saumure en couches profondes - Pollution du Rhin par les M.D.P.A – DUP,</i> TA Strasbourg, 19 février 1980, Association de défense contre les injections de saumure et de sauvegarde des ressources de Haute-Alsace c/ Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie (note M. PRIEUR)	1980/3, 246
<i>DUP - Route - Circulation routière et compétition automobile,</i> Conseil d'Etat, 22 octobre 1975, Association des riverains de la route nationale n° 158 entre le Mans et Mulsanne	1977/1, 44
<i>Autoroute - DUP - Procédure et bilan,</i> Conseil d'Etat, 12 décembre 1975, Sieur Mangin	1977/1, 46
<i>Contournement d'agglomération et nuisances pour les propriétés riveraines,</i> Conseil d'Etat, 17 décembre 1975, Sieur Hugon	1977/1, 47
<i>Déviation routière et protection des sites et paysages,</i> Conseil d'Etat, 7 janvier 1976, Epoux Bigois et autres	1977/1, 48
<i>DUP d'un lotissement - Atteinte excessive à l'environnement,</i> Conseil d'Etat,	

9 décembre 1977, Ministère de l'Équipement c/ Sieur Weber et autres (note J-F. FLAUSS)	1978/2, 181
<i>Autoroute A36 - Tracé à travers une forêt domaniale présentant de graves inconvénients pour l'équilibre écologique de la région</i> , Conseil d'Etat, 11 octobre 1978, Association Fédérative Régionale pour la Protection de la Nature (Région de l'Est)	1978/3, 273
<i>Zone portuaire et industrielle - Incompatibilité avec le POS</i> , Conseil d'Etat, 7 novembre 1980, Comité de défense du Nord Médoc (note S. CHARBONNEAU)	1981/1, 44
<i>Etude d'impact d'un dossier d'expropriation pour une autoroute - Etude suffisante notamment pour les partis envisagés</i> , Conseil d'Etat, Section, 17 juin 1983, Commune de Monfort et autres (conclusions M. PINAULT)	1984/1, 53
<i>Déclaration d'utilité publique du pont de l'île de Ré</i> , TA Poitiers (formation plénière), 3 juillet 1985, Association des amis de l'île de Ré	1985/4, 497
<i>Déclaration d'utilité publique du pont de l'île de Ré et modification du POS de la Rochelle</i> , TA Poitiers, 24 juin 1987, Association pour l'amélioration et la conservation de l'environnement actuel de Ré et autres	1988/1, 47
<i>Acquisition de terrains par le Conservatoire du littoral - Estimation des dépenses</i> , Conseil d'Etat, 14 octobre 1987, Coopérative agricole de Fréjus et autres	1988/1, 50
<i>Barrage du Serre de la Fare. Compétence pour prononcer la DUP en cas d'avis non favorable du commissaire enquêteur</i> , Clermont-Ferrand, 7 février 1991, Association Les Amis de la Terre et autres c/ préfet de la Haute-Loire et EPALA (note Ph. GAZAGNES)	1991/2, 197
<i>Aéroport d'Angers, DUP, enquête publique et bilan</i> , TA Nantes, 4 mars 1991, Association de défense contre l'aéroport d'Angers-Seiches-sur-le-Loir et autres (note R. ROMI)	1991/3, 389
<i>Pont sur l'estuaire de la Seine. Enquête publique, étude d'impact et bilan</i> , Conseil d'Etat, 1er juillet 1991, M. Dupont et Fédération écologiste de Haute-Normandie	1991/4, 515
<i>DUP, ligne électrique, site et paysage</i> Conseil d'Etat (Assemblée), 29 avril 1994, Association UMINATE 65, Sepanso-Béarn et Ecologie-Bigorre	1995/1, 89

FORETS

<i>Forêt - Autorisation de coupe de bois - Compétence du tribunal administratif</i> , Conseil d'Etat, 3 mars 1975, Sieur Courrière et autres	1976/1, 53
<i>Accident survenu dans une forêt domaniale</i> , Conseil d'Etat, Section, 28 novembre 1975, Office National des Forêts et Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Haute-Saône c/ Abamonte (note A.S MESCHERIAKOFF)	1976/2, 66

<i>Autorisation de défrichement - Refus - Motifs - Protection des sources et des cours d'eau</i> , Conseil d'Etat, 13 décembre 1978, S.A. Rosset	1978/4, 388
<i>Forêt - Défrichement - Autorisation tacite</i> , Conseil d'Etat, 27 mars 1981, Mme Renaudin	1981/3, 268
<i>Forêt - Refus d'autorisation de défrichement</i> , Conseil d'Etat, 24 juillet 1981, SCI du Bois de Cornouillers et SCI du Bois du Boquet	1981/4, 325
<i>Prévention des incendies - Pouvoirs de police du préfet et du maire</i> , Conseil d'Etat, 24 janvier 1986, Ville d'Antibes	1986/1, 96
<i>Défrichement, sanctions administratives et pénales</i> , Conseil d'Etat, 16 décembre 1987, Ministre de l'Agriculture c/ SCI "Les Genêts" et "Les Caroubiers"	1988/2, 169
<i>Autorisation de défrichement et absence d'enquête publique</i> , TA Grenoble, 15 juin 1989, Association FRAPNA HAUTE-SAVOIE	1991/2, 209
Panorama de la jurisprudence administrative - Bois et Forêts (R. SCHNEIDER)	1995/1, 145
<i>Autorisation de défrichement - motifs de refus</i> , Conseil d'Etat, 10 juin 1994, Ville d'Ayguemorte-les-Graves (note S. CHARBONNEAU)	1995/1, 93
Panorama de la jurisprudence administrative - Bois et Forêts (R. SCHNEIDER)	1995/3, 501
Panorama de la jurisprudence administrative - Bois et Forêts (R.SCHNEIDER)	1996/4, 481
Panorama de la jurisprudence administrative - Bois et forêts (R. SCHNEIDER)	1997/1, 96
Panorama de la jurisprudence administrative - Bois et Forêts (R. SCHNEIDER)	1998/3, 407

GRANDS AMENAGEMENTS

<i>Aménagement du canal à grand gabarit Rhin-Rhône</i> , Conseil d'Etat, 13 février 1981, Association pour la protection de l'eau et des ressources naturelles du bassin inférieur du Doubs et autres (Conclusions Y. ROBINEAU)	1981/3, 270
---	-------------

INSTALLATIONS CLASSEES

<i>Contrôle administratif et responsabilité de l'Etat - Etablissement classé</i> , Conseil d'Etat, 26 novembre 1975, Sieur Dugenes et Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement c/ Sieur Guillebaud	1977/1, 58
<i>Installations classées (porcherie) - Arrêté complémentaire - Modification de l'installation</i> , Conseil d'Etat, 21 octobre 1977, Sieur Alphonse Magnin-Postillon et Sieur Alphonse Gayer-Barrioz (note M. PRIEUR)	1978/1, 62
<i>Installations classées (élevage de veaux) - Prescriptions imposées par le juge administratif</i> , Conseil d'Etat, 20 janvier 1978, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre	

- de la Qualité de la Vie (Environnement) c/ Sieur Bounaix (note M. PRIEUR) 1978/1, 66
- Installation classée - Expertise - Pouvoirs d'investigation - Circulaire de 1971 – Applicabilité aux installations existantes*, Conseil d'Etat, 27 janvier 1978, Sieurs Cadoux et autres, Association pour la préservation des populations et des sites des Charmettes, de Montagnole et des communes voisines (note M. PRIEUR) 1978/2, 188
- Permis de construire délivré pour l'agrandissement d'un établissement de la 2ème classe situé en zone d'habitation*, Conseil d'Etat, 7 juillet 1978, Société Anonyme des garages Ardon 1978/3, 275
- Suppression d'un dépôt d'hydrocarbures - Absence de dérogation au régime de la loi du 19 décembre 1917*, Conseil d'Etat, 2 février 1977, Demoiselles Picon (note M-P. DESWARTE-JULLIEN) 1979/2, 119
- Régime applicable depuis l'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 1976 et du décret du 21 septembre 1977 à un établissement bénéficiaire du droit d'antériorité*, Conseil d'Etat, 23 février 1979, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Qualité de la Vie chargé de l'Environnement c/ Société nouvelle des établissements Bébélange 1979/2, 127
- Installation fonctionnant sans respecter les dispositions de l'arrêté d'autorisation - Responsabilité de l'Etat du fait des dommages causés au voisinage*, Conseil d'Etat, 22 mars 1978, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Qualité de la Vie (Environnement) c/ Sieur Brelivet et autres 1980/1, 45
- POS, installations classées et permis de construire*, TA Strasbourg, 11 juin 1981, M. Stoeckel c/ Préfet du Bas-Rhin (note B. POUJADE) 1982/4, 407
- Etude d'impact d'une installation de broyage et de criblage de matériaux de carrière - Contenu devant répondre au seul décret du 21 septembre 1977*, TA Nice, 23 juillet 1982, Commune de Gourdon 1983/1, 31
- Pisciculture ne respectant pas les conditions de son autorisation d'installation classée et polluant les eaux - Responsabilité par carence fautive de l'administration*, TA Rennes, 21 juillet 1983, Association nationale de protection des salmonidés 1984/1, 67
- Refus d'inscrire les aéroports dans la nomenclature des installations classées*, Conseil d'Etat, 1er juin 1984, Fédération des associations de lutte contre les nuisances des avions (FALNA) et autres 1984/2, 142
- Responsabilité de l'Etat pour carence dans la surveillance d'une porcherie entraînant la pollution des eaux*, TA Grenoble, 8 juin 1984, M. Michallon c/ Secrétariat d'Etat à l'environnement 1984/3, 240
- Autorisation d'ouverture d'installations classées et de rejets dans les eaux*, TA Bordeaux, 29 janvier 1985, Aquitaine Alternatives et Sepanso 1985/1, 57
- Décharge d'ordures ménagères - Risque de pollution des eaux - Modification de l'autorisation*, TA Limoges, 15 janvier 1986, Association contre la pollution de la

haute vallée de la Gartempe c/ Ministre de l'environnement	1986/2-3, 289
<i>Porcherie exploitée sans respecter l'autorisation - Carence fautive de l'Etat</i> , Conseil d'Etat, 11 juillet 1986, Ministre de l'environnement c/ M. Michallon	1986/4, 466
<i>Dépôt de ferraille - Exploitation sans autorisation - Régularisation refusée – Fermeture confirmée</i> , Conseil d'Etat, 20 février 1987, M. Chevalerias	1987/3, 377
<i>Installation classée incompatible avec le POS</i> , Conseil d'Etat, 6 mars 1987, M. Valéry Sainte-Rose	1988/2, 171
<i>Stockage d'hydrocarbures et distances d'éloignement</i> , Conseil d'Etat, 25 novembre 1987, Ministre de l'équipement et Société Elf-France c/ Syndicat des copropriétaires de l'immeuble "Presqu'île II"	1988/3, 349
<i>Mesures à prendre par les exploitants d'installations classées relevant de la directive SEVESO</i> , TA Paris, 16 mars 1988, Société Shell française c/ Ministre délégué chargé de l'environnement (conclusions G. COROUGE)	1988/3, 350
<i>Droit acquis des installations antérieures à 1976</i> , Conseil d'Etat, Section, 21 octobre 1988, Ministre de l'environnement c/ Ville de Cagnes-sur-Mer (conclusions E. GUILLAUME, note E. CARLIER)	1989/3, 337
<i>Droits acquis des installations antérieures à 1976</i> , TA Nice, 30 janvier 1985, Commune de Cagnes-sur-Mer et Association des Hautes-Collettes et des Trois-Todos (note E. CARLIER)	1989/3, 339
<i>Extension d'une installation classée</i> , Conseil d'Etat, 26 octobre 1988, M. David et SA de façonnage industriel des métaux (SAFIM)	1989/3, 356
<i>L'impossible régularisation d'une installation classée</i> , TA Limoges, 17 mai 1988, Comité de défense de l'environnement et de la qualité de la vie de Népoulas et de ses environs	1989/3, 358
<i>Pouvoir du juge de plein contentieux. Respect des procédures d'information</i> , Conseil d'Etat, Section, 15 décembre 1989, Soc. SPECHINOR (conclusions Ch. de LA VERPILLIERE)	1990/2, 243
<i>Les sanctions administratives de la loi du 19 juillet 1976 appliquées à la décharge de Montchanin</i> , TA Dijon, 15 mai 1990, Société Elipol	1991/1, 100
<i>Arrêté de suspension d'une installation classée, sursis</i> , TA Dijon, 23 novembre 1988, Société D.S.Environnement	1991/1, 99
<i>Obligation de remise en état d'un site après cessation d'activité et sanctions administratives</i> , CAA Nantes (formation plénière), 10 octobre 1990, Me B. Goupil et Me B. Brunet-Beaumel c/ Ministre de chargé de l'environnement (conclusions Gilles LEMAI)	1991/2, 211
<i>Décharge contrôlée, enquête publique et dangers pour les eaux souterraines</i> ,	

TA Strasbourg, 19 juin 1990, Association Lindenkuppel c/ Préfet du Haut-Rhin	1991/2, 221
<i>Décharge ayant fonctionné sans autorisation. Sanctions administratives,</i> CAA Paris, 5 novembre 1991, Secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de l'environnement (conclusions M. DACRE-WRIGHT)	1992/1, 73
<i>Elimination des déchets résultant de l'exploitation. Exploitant,</i> CAA Nancy, 9 juillet 1991, Société des produits chimiques Ugine Kulhmann (conclusions J.-P. PIETRI)	1992/1, 78
<i>Fermeture d'exploitation. Elimination des déchets industriels,</i> CAA Nancy, 9 juillet 1991, Société des produits chimiques Ugine Kulhmann (P.C.U.K.) (conclusions J.-P. PIETRI)	1992/1, 79
<i>Dossier d'autorisation. Absence de la notice concernant le respect des règles d'hygiène et sécurité,</i> Tribunal administratif d'Orléans, 5 juillet 1991, Commune de Saint-Aubin-des-Bois	1992/1, 87
<i>Droits acquis. Arrêté complémentaire prescrivant une demande de nouvelle autorisation,</i> CAA Nancy, 9 juillet 1992, Société Rhône-Poulenc c/ ASVPP (conclusions J.-P. PIETRI)	1992/4, 483
<i>Prescription d'une étude de danger par arrêté complémentaire,</i> TA Lyon, 9 avril 1992, Société ELF-FRANCE c/ Préfet du Rhône	1992/4, 488
<i>Sanctions. Illégalité d'un arrêté de consignation,</i> Cour d'appel administrative de Nancy, 31 décembre 1992, Société Placages du Centre (conclusions J.-P. PIETRI)	1993/2, 281
<i>Procédure. Délai de recours,</i> Conseil d'Etat, 19 mars 1993, M. Pierre Ollitrault	1993/3, 455
<i>Règles techniques. Autorité compétente pour les fixer,</i> Conseil d'Etat, 24 mai 1993, Union des Industries Chimiques	1993/3, 456
<i>Périmètre de protection autour d'une installation existante,</i> TA Nancy, 8 juin 1993, Gaz de France c/ Préfet de Meurthe-et-Moselle	1994/1, 77
<i>Installation classée, nuisances sonores et préoccupation,</i> TA Strasbourg, 8 mars 1994, M. Charles Klein c/ Préfet du Bas-Rhin et Cristallerie Lalique	1994/4, 421
Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées (R. SCHNEIDER)	1995/1, 160
Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées (R. SCHNEIDER)	1995/3, 502
<i>Pouvoir d'administrateur du juge de plein contentieux,</i> CAA Lyon, 21 juin 1994, M. Jean Terrolle	1995/S, 103

<i>Pouvoir d'administrateur. Modification des prescriptions complémentaires,</i> CAA Nancy, 10 juin 1993, Ministre de l'Environnement c/ Société de Production de Gaz Liquéfiés	1995/S, 107
<i>Contenu de l'étude d'impact. Limitation de la pollution atmosphérique et techniques disponibles,</i> TA Strasbourg, 19 janvier 1993, Commune de Schliengen et autres	1995/S, 111
<i>Contrôle de la qualification d'installation classée,</i> Conseil d'Etat, 1er octobre 1993, Ville d'Albi c/ M. Paradis	1995/S, 117
<i>Droit applicable au jour du jugement,</i> TA Orléans, 5 juillet 1991, Commune d'Oulins	1995/S, 119
<i>Localisation incompatible avec le POS en vigueur,</i> TA Nancy, 14 avril 1992, Association de sauvegarde des vallées et de prévention des pollutions	1995/S, 121
<i>Régularisation impossible, suspension,</i> TA Nancy, 22 septembre 1992, Association de sauvegarde des vallées et de Prévention des pollutions et autres	1995/S, 123
<i>Installations classées. Information sur les risques majeurs,</i> Conseil d'Etat, 26 mai 1995, Union des Industries Chimiques et autres	1996/1-2, 137
Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées (R. SCHNEIDER)	1996/1-2, 160
<i>Décharge industrielle non autorisée. Cessation d'activité. Droit applicable au jour du jugement. Non-lieu à statuer,</i> TA Strasbourg, 28 mai 1996, Alsace-Nature c/ Préfet du Haut-Rhin	1996/3, 317
<i>Installation classée. Contrôle du juge de cassation,</i> Conseil d'Etat, 22 mars 1996, Groupement agricole d'exploitation en commun du Vieux Bougy (conclusions M. DENIS-LINTON)	1996/3, 325
<i>Site contaminé par des déchets industriels. Détermination du responsable,</i> TA Besançon, 9 mai 1996, SCI "Le Rahin" c/ Préfet de la Haute-Saône (conclusions GARDE)	1996/3, 331
<i>Préoccupation, arrêté complémentaire et droit de recours,</i> CAA de Nancy (plénière), 6 juin 1996, Société Cristallerie Lalique (conclusions J-P. PIETRI)	1997/1, 55
Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées (R. SCHNEIDER)	1997/1, 98
<i>Mise à jour des études de danger et mesures à prendre en cas d'accident,</i> Conseil d'Etat, 26 mars 1997, Société Elf-Antargaz	1997/3, 429
Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées	

(R. SCHNEIDER)	1997/4, 573
<i>Installations classées - Procédure contentieuse et droit à un procès équitable,</i> TA Strasbourg, 17 février 1998, Association de sauvegarde des vallées et prévention des pollutions	1998/2, 223
Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées (R. SCHNEIDER)	1998/3, 410

LITTORAL

<i>Littoral - Domaine public maritime - Concession d'endigage au profit de la commune annulée par le Conseil d'Etat,</i> TA Rennes, 2 novembre 1978, Comité de défense des sites de la Forêt Fouesnant	1978/4, 389
<i>Concession d'endigage d'une marina,</i> Conseil d'Etat, Assemblée, 29 décembre 1978, Association de défense de la côte fleurie (conclusions M. FRANC)	1979/2, 129
<i>Obligation pour l'autorité administrative de veiller à la conservation du domaine public maritime,</i> Conseil d'Etat, Section, 23 février 1979, Ministre de l'équipement c/ Association des "Amis des chemins de ronde" (conclusions A. BACQUET)	1979/3, 208
<i>Acquisition de terrains pour l'aménagement d'une ZAC dans un site pittoresque,</i> Conseil d'Etat, 26 mars 1980, Premier Ministre c/ Veuve Beau de Loménie et autres	1980/2, 179
<i>Littoral - DUP d'une voie d'accès d'une ZAC,</i> Conseil d'Etat, 10 juillet 1981, M. Mathio et Comité de défense de la côte aquitaine (note S. CHARBONNEAU)	1982/1, 54
<i>Permis de construire sur une dune, dans une zone restée à l'état naturel – Violation de la directive "littoral",</i> TA Poitiers, 17 novembre 1982, Epoux Denoyez	1983/1, 39
<i>Légalité de l'acquisition, par expropriation, de terrains par le Conservatoire du littoral et d'une zone d'aménagement différée pour aménager les espaces naturels,</i> Conseil d'Etat, 12 janvier 1983, M. Etienne Semat et autres	1983/2, 135
<i>Eboulement d'une falaise - Absence de responsabilité de la commune et de l'Etat,</i> Conseil d'Etat, 21 janvier 1983, M. et Mme Assailly	1983/2, 136
<i>Création d'un port de plaisance et protection des espaces naturels littoraux - Sites, paysages, protection des espèces,</i> TA Nice, 7 avril 1988, Association pour la défense de l'environnement et de la qualité de la vie de Golfe-Juan-Vallauris et autres (conclusions N. CALDERARO)	1988/4, 485
<i>Déclaration d'utilité publique en vue de la création d'une nouvelle route en bordure du littoral,</i> TA Montpellier, 13 mai 1988, Société de protection de la nature de Sète - Frontignan - Balaruc et autres (note J.-Ph. COLSON)	1988/4, 516
<i>Révision du POS d'une commune littorale et application de l'article L. 146-6 du</i>	

<i>Code de l'urbanisme</i> , TA Nice, 21 septembre 1988, Union des contribuables l ondais pour l'intérêt public et autres (conclusions N. CALDERARO)	1989/1, 81
<i>Course motocycliste sur le domaine public maritime et loi littoral</i> , TA Bordeaux, 9 novembre 1988, Aquitaine Alternatives c/ Préfet de la Gironde	1989/4, 461
<i>Extraction de sables sur le domaine public maritime</i> , TA Nantes, 17 novembre 1989, Commune de La Faute-sur-mer	1990/2, 251
<i>Acquisition de terrains par le Conservatoire du littoral sur la commune de Fréjus</i> . <i>Légalité de la DUP</i> , TA Nice, 29 mars 1990, Syndicat agricole Maures-Estérel et Société civile agricole du port de Saint-Aygulf (conclusions N. CALDERARO)	1991/1, 65
<i>Urbanisation des espaces proches du rivage</i> , TA Rennes, 11 octobre 1990, Mme Dalidec et autres (note J.-M. BECET)	1991/3, 395
<i>Urbanisation des espaces proches du rivage</i> , TA Rennes, 25 octobre 1990, Epoux Jooris (note J.-M. BECET)	1991/3, 396
<i>Course motocycliste et protection des milieux naturels du littoral</i> , Conseil d'Etat, 19 juin 1991, Ministre de l'intérieur c/ Association " Aquitaine Alternatives"	1991/4, 537
<i>Caractère d'utilité publique de l'acquisition de terrains par le Conservatoire du Littoral</i> , TA Rennes, 5 mars 1992, M. Richepin (conclusions J.-C. BERNARD, note V. BRISSET)	1992/2, 257
<i>Compatibilité des documents d'urbanisme avec la Loi littoral</i> , TA Nice, 2 avril 1992, Préfet des Alpes-Maritimes (conclusions Ch. LAMBERT)	1992/3, 373
<i>Bande des cent mètres. Espace urbanisé</i> , TA Bastia, 3 avril 1992, M. Cyprien Laurelli c/ préfet de la Corse-du-Sud (conclusions Ph. CHIAVERINI)	1992/4, 493
<i>Incompatibilité avec le POS d'installations aquacoles sur le domaine public maritime</i> , TA Nice, 27 février 1992, Quandt c/ préfet des Alpes Maritimes (conclusions Ch. LAMBERT)	1993/2, 289
<i>Annulation de permis de construire en application de l'article L 146-6 du code de l'urbanisme</i> , CAA Nancy, 27 mai 1993, Commune de Saint-Etienne au Mont et autres (conclusions J.-P. PIETRI)	1994/2-3, 255
<i>Notion de site remarquable</i> , CAA Nantes, 24 novembre 1994, M. Jacob et Mme Monchoix c/ Préfet des Côtes d'Armor (conclusions H. ISAIA)	1995/1, 97
Panorama de la jurisprudence administrative - Littoral (B. DROBENKO)	1995/2, 329
<i>Conservatoire du Littoral, expropriation et utilité publique</i> , Conseil d'Etat, section, 12 avril 1995, Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (note V. INSERGUET-BRISSET)	1995/3, 477

<i>Bande inconstructible des 100 mètres et falaises littorales,</i> CAA Nantes, 11 avril 1996, Association "Les Amis du Pays entre Mès et Vilaine" (note E. LE CORNEC)	1997/1, 61
Panorama de la jurisprudence administrative - Littoral et Montagne (B. DROBENKO)	1997/3, 443
<i>Gestion des terrains acquis par le Conservatoire du littoral,</i> TA Nice, 15 mai 1997, Association les Amis de Saint Raphaël et de Fréjus (conclusions A. POUJADE)	1997/4, 527
<i>Compétence pour l'extension d'un port de plaisance,</i> CAA Bordeaux, 4 décembre 1997, Comité de Liaison pour le vie de étangs montpelliérains	1998/2, 229
Panorama de la jurisprudence administrative - Littoral (B. DROBENKO)	1998/2, 241
<i>Littoral - De la légalité des permis de construire pour le réaménagement de la plage de Pampelonne,</i> TA Nice, 23 décembre 1996, Association "Vivre dans la Presqu'île de Saint Tropez" et autres c/ Commune de Ramatuelle (conclusions M.C. MELH-SCHOUDER)	1998/3, 375

MER

<i>Pollution tellurique - Mise en oeuvre de la loi du 16 décembre 1964,</i> TA Lille, 9 décembre 1976, Association des marins de Grand-Fort-Philippe (Nord) c/ Ministre de la qualité de la vie et autres	1977/3, 313
<i>Création de réserves de pêche et réglementation de la pêche sous-marine,</i> Conseil d'Etat, 27 mai 1983, Fédération française d'études et de sports sous-marins (note J.-P. BEURIER)	1983/4, 338
<i>Rejets d'effluents en mer par une installation classée,</i> Conseil d'Etat, 17 janvier 1986, Société Tioxide c/ Association de défense des marins-pêcheurs de Grand-Fort-Philippe	1986/2-3, 311
<i>Rejets d'hydrocarbures dans un port - Application de la loi du 5 juillet 1983 sur la pollution en mer - Incompétence du juge administratif,</i> TA Rennes, 7 novembre 1985, Commissaire de la République des Côtes-du-Nord c/ Mauffret	1986/2-3, 310

MINES ET CARRIERES

<i>Mutation des concessions de mines d'uranium - L'article 119-5 nouveau du Code minier n'exige plus l'avis conforme du Conseil d'Etat,</i> Conseil d'Etat, 1er décembre 1978, Sieur Aymard	1978/4, 391
<i>Exploitation de carrière dans le lit de la Loire - Auto-saisine de l'étude d'impact par le Ministre de l'Environnement,</i> Conseil d'Etat, Section, 5 février 1982, Association de défense de la qualité de la vie du Val de Loire	1983/1, 36

<i>Annulation d'une extension de carrière dans un site inscrit d'une valeur écologique et paysagère exceptionnelle</i> , TA Strasbourg, 2 décembre 1982, AFRPN c/ Ministre de l'Industrie (note B. DYSSLI)	1983/2, 117
<i>Indépendance des législations relatives à l'occupation temporaire et aux carrières</i> , Conseil d'Etat, 9 septembre 1983, M. Carrier	1984/1, 52
<i>Légalité de la DUP de l'enfouissement en couche géologique profonde de saumures provenance de l'exploitation des mines de potasse d'Alsace</i> , Conseil d'Etat, 1er juin 1984, Ministre de l'Environnement et du Cadre de vie et Société "Mines de potasse d'Alsace"	1984/2, 144
<i>Permis exclusif de recherche de mines d'uranium - Notice d'impact suffisante</i> , Conseil d'Etat, 24 octobre 1984, Comité de défense de Rochefort-en-Terre contre l'implantation des mines d'uranium	1984/4, 334
<i>Refus d'autorisation d'exploitation d'une carrière</i> , Conseil d'Etat, 8 mars 1985, Société Fons-Sicart	1985/2, 195
<i>Obligation pour le gouvernement d'inscrire les carrières dans la nomenclature des installations classées</i> , Conseil d'Etat, 21 février 1986, Association "Les amis de la terre"	1986/1, 85
<i>Extension d'une carrière - Etude d'impact suffisante - Absence d'erreur manifeste d'appréciation du Préfet</i> , Conseil d'Etat, 20 novembre 1985, Ministère de l'Industrie et de la Recherche c/ Association de protection du cadre de vie d'Issac (note S. CHARBONNEAU)	1986/1, 86
<i>Extension d'une carrière dans une forêt de protection</i> , Conseil d'Etat, 24 juillet 1987, M. Ravinetto	1988/1, 39
<i>Extension de gravière - Site inscrit - Ecosystème d'intérêt particulier</i> , Conseil d'Etat, 30 octobre 1987, Société Karl Epplé (note B. DYSSLI)	1988/1, 40
<i>Effet de l'absence de la notice d'impact dans un dossier de consultation facultative</i> , Conseil d'Etat, 11 février 1991, Association d'études et de défense de l'environnement Limagne et Combrailles (ADELEC)	1991/4, 539
<i>Conséquences contentieuses de la soumission des autorisations de carrières au régime des installations classées</i> , TA Pau, 16 mars 1994, Consorts Raujol et autres c/ Préfet des Hautes-Pyrénées (conclusions J.-L. REY)	1994/2-3, 249
<i>Autorisation d'ouverture et nécessité d'une enquête publique</i> , Conseil d'Etat, 25 mars 1994, Commune de Baldenheim c/ AFRPN - Région Est	1994/4, 425
Panorama de la jurisprudence administrative - Mines et carrières (R. SCHNEIDER)	1995/1, 167
Panorama de la jurisprudence administrative - Mines et carrières (R. SCHNEIDER)	1996/4, 482
Panorama de la jurisprudence administrative - Mines et carrières	

(R. SCHNEIDER) 1997/1, 109

Panorama de la jurisprudence administrative - Mines et carrières
(R. SCHNEIDER) 1998/3, 423

MONTAGNE

Protection des rives naturelles des plans d'eau. Notion de hameau nouveau intégré à l'environnement, TA Pau, 11 juillet 1986, Sepanso c/ Ministre de l'Equipement et commune de Laruns (note Ph. TERNEYRE) 1990/2, 253

Protection des parties naturelles des rives des plans d'eau. Notion de rive naturelle. Notion de "hameau nouveau", Conseil d'Etat, 9 octobre 1989, SEPANSO (note Ph. TERNEYRE) 1990/2, 257

Autorisation de création d'UTN en méconnaissance de la loi "Montagne", TA Grenoble, 10 mai 1990, Association "Club Alpin Français" et autres 1991/2, 225

Création d'UTN et respect de la qualité des sites, Conseil d'Etat, 4 juillet 1994, Commune de Vaujany 1994/4, 451

Panorama de la jurisprudence administrative - Montagne (B. DROBENKO) 1995/2, 334

Panorama de la jurisprudence administrative - Montagne (B. DROBENKO) 1996/1-2, 175

Servitude pour la création d'une piste de ski de fond, T.A. Besançon, 3 octobre 1996, (1ère espèce) M. Missenard, (2ème espèce) M. Cretin et autres (conclusions M-A. AEBISCHER) 1997/1, 71

Panorama de la jurisprudence administrative - Littoral et Montagne (B. DROBENKO) 1997/2, 241

MONUMENTS, SITES ET PAYSAGES

Aménagement d'un complexe touristique dans une zone pittoresque, TA Poitiers, 29 octobre 1975, Dame Beau de Lomenie et autres 1976/2, 67

Construction dans le champ de visibilité d'un monument inscrit à l'inventaire, Conseil d'Etat, 14 avril 1976, Ministère de l'environnement c/ Kenneth-Duffy (conclusions R. DENOIX DE SAINT-MARC) 1977/1, 51

Passage de lignes électriques à très haute tension dans un site historique, TA Lille (formation plénière), 9 décembre 1976, Association des amis de Bouvines et Wadoux (note B. TOULEMONDE) 1977/4, 384

Zone de protection des abords d'un site classé, Conseil d'Etat, Section, 8 juillet 1977, Dame Rie, Association pour la sauvegarde et le développement de Talmont et autres (conclusions M. GENTOT) 1977/4, 396

Classement d'un ensemble formé par des bois et prés entourant une abbaye –

<i>Paysage traditionnel justifiant une mesure de classement</i> , Conseil d'Etat, 9 novembre 1978, S.C.I. de Marcilly et Société de carrières et d'entrepôts	1978/4, 394
<i>Site classé du Mont-Blanc - Autorisation d'extension du domaine skiable – Compensations - Légalité</i> , Conseil d'Etat, 27 novembre 1985, Commune de Chamonix-Mont-Blanc c/ Association de sauvegarde de la haute-vallée de l'Arve et de la vallée de l'Arveyron (note J. UNTERMAIER)	1986/4, 346
<i>Classement en site protégé visant à interdire la construction d'un barrage hydroélectrique</i> , Conseil d'Etat, 16 octobre 1987, SU.MO.VI	1988/3, 359
<i>Classement du décor de la maison de Max Ernst</i> , Conseil d'Etat, 15 février 1989, M. Neyron	1989/4, 463
<i>Travaux de réparation et responsabilité de l'architecte en chef des monuments historiques</i> , CAA Lyon (formation plénière), 31 juillet 1989, M. Michel Jantzen note G. RATSIMANDISA)	1991/1, 89
<i>Site classé. Procédure. Notion d'ensemble naturel pittoresque</i> , Conseil d'Etat, 28 décembre 1992, M. Monti-Rossi	1993/4, 629
<i>Permis de construire une ligne électrique THT - Atteinte au site et au paysage</i> , TA Pau, 15 décembre 1994, UMINATE (conclusions J.-L. REY)	1995/1, 135
Panorama de la jurisprudence administrative - Protection des sites et des monuments (Ph. BILLET, J. UNTERMAIER)	1995/2, 339
Panorama de la jurisprudence administrative - Monuments et sites (Ph. BILLET, E. NAIM-GESBERT, J. UNTERMAIER)	1996/1-2, 178
Panorama de la jurisprudence administrative - Protection des sites et monuments (Ph. BILLET)	1997/1, 118
Panorama de la jurisprudence administrative - Sites et Monuments (Ph. BILLET)	1998/2, 243

PARCS ET RESERVES

<i>Réserve naturelle - Procédure de classement et délimitation,</i> Conseil d'Etat, 2 octobre 1981, Société agricole foncière solognote (Concl B. GENEVOIS)	1981/4, 329
<i>Classement du parc national du Mercantour - Contenu du décret de création,</i> Conseil d'Etat, Assemblée, 20 novembre 1981, Association pour la protection de la vallée de l'Ubaye (note F. CONSTANTIN)	1982/1, 189
<i>Parc national du Mercantour - Légalité de la procédure de création,</i> Conseil d'Etat, Assemblée, 20 novembre 1981, Sivom de Saint-Martin-de-Vésubie-Valdeblore (note F. CONSTANTIN)	1982/1, 192
<i>Classement de la réserve de Sixt-Passy en application de la loi du 2 mai 1930,</i> Conseil d'Etat, 2 décembre 1981, Société d'études touristiques hivernales en France (conclusions A. BACQUET)	1982/1, 60
<i>Légalité du décret de classement du parc national du Mercantour - Déclassement et pouvoir dérogatoire du directeur du parc,</i> Conseil d'Etat, 29 janvier 1982, Association "Les Amis de la Terre" (note F. CONSTANTIN)	1983/2, 138
<i>Légalité du décret de classement du parc national du Mercantour,</i> Conseil d'Etat, 29 janvier 1982, Commune de Lantosque (note F. CONSTANTIN)	1983/2, 139
<i>Création d'un PNR - Charte constitutive,</i> Conseil d'Etat, 3 mars 1975, Association "Renaissance des trois vallées et des hauts cantons"	1985/3, 384
<i>Réserve naturelle des marais de Bruges - Illégalité de l'interdiction de survol – Légalité du classement en réserve,</i> Conseil d'Etat, 19 février 1986, MM. Baudinière et Dubois	1986/2-3, 314
<i>Réserve de Bagnas - Création - Motifs de classement - Délimitation - Interdictions et prescriptions,</i> Conseil d'Etat, 20 février 1987, Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est	1987/3, 389
<i>Marais de Moëze - Création de réserve naturelle, procédure simplifiée,</i> Conseil d'Etat, 1er juillet 1988, M. Jacques Guerry et autres (note V. LEVY-BRUHL)	1989/4, 467
<i>Travaux dans la zone centrale du Parc national des Pyrénées,</i> Conseil d'Etat 4 avril 1990, Sivom du Canton d'Accous et Parc national des Pyrénées occidentales	1990/3, 415
<i>Réserve naturelle. Effets de l'instance de classement,</i> TA Marseille, 22 octobre 1992, M. Gérard Comte et GFA Favel c/ Ministre de l'environnement (note A. B.)	1993/1, 107
<i>Refus d'autorisation de création d'une réserve naturelle volontaire,</i> TA Grenoble, 25 novembre 1992, M. René Martina	1994/1, 85

PECHE FLUVIALE

Refus de régulariser un enclos piscicole,
TA Lille, 19 mars 1986, M. Philippe Renou 1986/2-3, 294

Légalité de certaines dispositions du décret n° 85-1385 sur la pêche en eau douce,
Conseil d'Etat, 21 juillet 1989, Association nationale de protection des salmonidés 1989/4, 465

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Police de la salubrité publique et lutte contre les émissions de fumée,
Conseil d'Etat, 5 novembre 1975, Sieur Monferran 1977/1, 60

*Responsabilité administrative du fait de la pollution causée par une usine d'incinération
d'ordures ménagères,* Conseil d'Etat, 25 novembre 1988, Société Citroën
c/ Société SECIP - UIOM et autres 1989/2, 195

POLLUTION TRANSFRONTIERE

*Responsabilité d'une commune pour des fumées, issues de son dépôt d'ordures
ménagères, ayant entraîné un accident en Suisse,* TA Lyon, 17 mars 1983,
M. et Mme Monard et Société d'assurance "La Suisse"
c/ Commune de Divonne-les-Bains (note G. MERLOZ) 1983/4, 358

PROTECTION DE LA NATURE

Légalité des arrêtés fixant la liste des oiseaux et mammifères protégés,
Conseil d'Etat, 14 novembre 1984, Syndicat des naturalistes de France et Fédération départementale
des chasseurs d'Eure-et-Loir (conclusions R. DENOIX DE SAINT-MARC) 1984/4, 336

Arrêté de protection de biotope - Plan d'eau - Interdiction de la planche à voile,
TA Poitiers, 25 octobre 1985, Association "Ecole 79" (note M. PRIEUR) 1987/3, 383

Arrêté de protection de biotope - Modification de la réglementation - Vice de forme,
TA Poitiers, 26 novembre 1986, Association des Deux-Sèvres d'étude et d'action pour la
sauvegarde de la nature et de l'environnement (ASNATE) (note M. PRIEUR) 1987/3, 384

Légalité d'un arrêté de biotope, TA Strasbourg, 11 avril 1989, Commune de
Meistratzheim c/Préfet du Bas-Rhin 1990/1, 131

Application du règlement CEE sur le commerce des espèces menacées d'extinction,
Conseil d'Etat, 19 mars 1990, Ministre de l'environnement c/ M. Pomarède
(note C. de KLEMM) 1991/2, 227

Introduction d'espèces exotiques dans les cours d'eau français,
Conseil d'Etat, 19 mars 1990, Société ASTUVIF (note C. de KLEMM) 1991/2, 231

Légalité des arrêtés de protection des espèces dans le département de la Guyane,
Conseil d'Etat, 8 juin 1990, Société DACO (note C. de KLEMM) 1991/2, 237

<i>Conservation des biotopes sur le domaine public maritime,</i> Conseil d'Etat, 17 mai 1991, Association SOS Environnement Var	1991/4, 541
<i>Permis de construire dans le périmètre d'un arrêté de biotope,</i> TA Strasbourg, 21 décembre 1992, Association fédérative régionale pour la protection de la nature (AFRPN) c/ Ville de Wissembourg	1993/2, 301
<i>Caractère d'intérêt général des dispositions de protection de la nature,</i> TA Amiens, 23 août 1993, Association Aisne-Environnement	1994/1, 79
<i>Responsabilité du fait des lois et réparation des dégâts causés par des flamants roses,</i> CAA Lyon (formation plénière), 1er février 1994, M. Plan (conclusions D. RICHER)	1994/2-3, 263
Panorama de la jurisprudence administrative - Protection de la nature (Ph. BILLET)	1995/2, 337
Panorama de la jurisprudence administrative - Protection de la nature (Ph. BILLET)	1996/1-2, 184
<i>Implantation d'une décharge dans une zone humide,</i> TA de Caen, 9 avril 1996, Association Manche Nature	1996/3, 339
<i>Interdiction de la circulation des 4x4 en forêt,</i> TA Amiens, 12 mars 1996, M. Bruno Dermigny c/ Commune de Salency	1996/3, 341
<i>Protection de la nature - Ours des Pyrénées,</i> Conseil d'Etat, 26 mai 1995, Fédération d'intervention éco-pastorale et autres et Comité intervalléen pour la sauvegarde de l'ours et de la faune pyrénéenne dans leur environnement	1996/4, 449
Panorama de la jurisprudence administrative - Protection de la nature (Ph. BILLET)	1997/1, 110
<i>La réintroduction de l'ours dans les Pyrénées contestée,</i> TA Pau, 2 juillet 1997, Commune de Bielle et autres (conclusions D. PAGES, note C.H.)	1997/4, 57
Panorama de la jurisprudence administrative - Protection de la nature (Ph. BILLET)	1998/1, 127

RESPONSABILITE DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

<i>Collision avec un sanglier sur une autoroute - Absence de responsabilité de la Société gestionnaire,</i> Conseil d'Etat, 15 avril 1983, Société de l'autoroute Paris-Lyon	1983/2, 164
<i>Ouvrage de production hydroélectrique - Responsabilité de l'Etat pour autorisation délivrée au vu d'une notice d'impact insuffisante,</i> Conseil d'Etat, 31 mars 1989, Mme Gérard Coutras	1989/4, 455

Protection des espèces et responsabilité de l'Etat,
TA Nantes, 18 février 1997, Association des marais des Olonnes c/ Ministre
de l'Environnement (note F. STRUILLLOU) 1998/1, 95

URBANISME

Généralités

- Indemnisation des servitudes de voirie,*
Conseil d'Etat, 17 décembre 1975, Dames David et Garrone 1977/1, 66
- Reprise des travaux de construction à la suite d'une autorisation du Ministre de la
Qualité de la Vie,* Conseil d'Etat, 26 juillet 1978, Commune de Trégastel et Comité
de défense des sites de Trégastel 1978/3, 290
- Exploitation d'une décharge publique,*
Conseil d'Etat, 30 mai 1980, Jourdain 1980/3, 256
- Notion de projet d'intérêt général,*
TA Pau, 24 janvier 1989, Commune de Soulom c/ Préfet des Hautes-Pyrénées
(note R. LAFORE) 1989/3, 361
- Pouvoirs de police générale du maire et police de l'urbanisme,*
Conseil d'Etat, 17 mai 1991, Société civile immobilière Boumois, 1991/4, 545
- Panorama de la jurisprudence administrative - Urbanisme
(B. DROBENKO, G. MONEDIAIRE) 1995/2, 334
- Panorama de la jurisprudence administrative - Urbanisme (Défrichement, maîtrise
foncière, aménagement, montagne) (B. DROBENKO) 1996/3, 363
- Panorama de la jurisprudence administrative - Urbanisme (G. MONEDIAIRE) 1997/3, 447
- Urbanisme et sursis à exécution,*
TA Rennes, 24 mai 1995, SEPNB et Association "Le Rotoul" (note X. BRAUD) 1998/1, 105
- Urbanisme et sursis à exécution,*
TA Caen, 17 octobre 1995, Association "Collectif de protection de la pointe d'Agon"
(note X. BRAUD) 1998/1, 106

Schémas et plans

- Composition du groupe de travail en matière d'élaboration d'un plan d'occupation des sols,*
Conseil d'Etat, 5 janvier 1979, Association pour la protection et l'embellissement du site de
Baule-Escoublac et Dames Robinet et Flandre
(note Y. PITTARD et R. HOSTIOU) 1979/1, 23
- Formalités de publicité du plan d'occupation des sols et publicité de l'enquête
publique,* Conseil d'Etat, 26 janvier 1979, M. et Mme Lorans et autres
(note Y. PITTARD et R. HOSTIOU) 1979/1, 25

<i>POS - Zonage - Secteur résidentiel et industries existantes,</i> Conseil d'Etat, 4 juillet 1980, Société Engreval (note F. BOUYSSOU)	1981/1, 55
<i>Légalité de la modification d'un POS publié pour y inclure le tracé d'une ligne à haute tension,</i> Conseil d'Etat, 13 octobre 1982, Commune de Roumare et Comité de défense pour la protection du site de Roumare	1983/1, 45
<i>Illégalité de classement par un POS en zone d'urbanisation future de terrains déjà équipés ou d'une zone verte pittoresque,</i> TA Strasbourg, 3 novembre 1982, M. et Mme Frezza et autres (note D. CHABANOL)	1983/2, 165
<i>Insuffisance du rapport de présentation d'un POS quant à l'analyse de l'état de l'environnement,</i> TA Rennes, 30 mars 1983, Mme Paoli, Comité de défense des sites de la Forêt-Fouesnant, Union régionale bretonne de l'environnement (note B. DYSSLI)	1984/1, 69
<i>Annulation de l'approbation d'un POS pour absence d'analyse de l'état initial de l'environnement dans le rapport de présentation,</i> TA Nantes, 8 mars 1984, M. Robert Daniau et autres	1984/3, 246
<i>Révision d'un POS pérennisant l'incompatibilité du document précédent avec le SDAU - Illégalité,</i> TA Poitiers, 23 mai 1984, Société de protection des paysages de l'île d'Oléron c/ M.U.L. et commune de Saint-Pierre-d'Oléron	1984/3, 248
<i>POS imposant une consultation spécifique lors de l'instruction des permis de construire - Illégalité,</i> Conseil d'Etat, 21 mars 1986, Copropriété de l'immeuble "Les Périades" (note B. DYSSLI)	1986/2-3, 320
<i>POS - Modification - Intérêt personnel du maire - Détournement de pouvoir,</i> Conseil d'Etat, 3 avril 1987, Commune de Viry-Châtillon, Association "S.O.S." Viry-Châtillon et autres	1987/3, 392
<i>Modification de POS et graves risques de nuisances,</i> TA Limoges, 2 février 1989, Association de défense de Guéret Sud-Ouest c/ Commune de Guéret (conclusions M. FOUCHER)	1989/2, 197
<i>Création d'une zone industrielle dans une coupure verte - Incompatibilité avec les orientations du schéma directeur,</i> TA Limoges, 2 février 1989, Association de défense de Guéret Sud-Ouest c/ Commune de Guéret (conclusions M. FOUCHER)	1989/2, 199
<i>Étang de Saint-Viatre - Zone humide de valeur internationale - Classement en zone NA dans le POS, erreur manifeste d'appréciation,</i> Tribunal administratif d'Orléans, 29 mars 1988, M. Jacques Rommel et autres, FRAPEC et Sologne Nature Environnement	1989/2, 209
<i>Actualisation du rapport de présentation et révision du POS,</i> TA Lyon, 26 juin 1991, M. Tête et Association "Genay à tous"	1991/4, 543
<i>Permis de construire, site inscrit, proximité du littoral (R. 111-21 C.Urb),</i> Conseil d'Etat, 3 février 1992, S.A. "Maison familiale Constructeur" - Commune de Saint-Pierre d'Oléron c/ Association "Société de protection des paysages de l'île d'Oléron" (conclusions M. DUTREIL)	1992/2, 269

<i>Procédure du PIG. Finalité. Etablissement d'une zone de protection autour d'une usine à risque</i> , Conseil d'Etat, 3 février 1992, Commune de Soulom (conclusions M. DUTREIL, note R. LAFORE)	1992/3, 385
<i>Révision du POS et projet de golf. Recevabilité des associations</i> , Tribunal administratif d'Orléans, 26 novembre 1991, Mme Duthoo, Association "Vigilance et Cadre de vie" et Mme Coudert	1992/3, 397
<i>Compatibilité d'un projet de golf avec les orientations du SDAURIF</i> , Conseil d'Etat, 23 octobre 1992, Commune de Poligny c/ Association de défense de la vallée du Loing et des sites environnants et Association des Amis de la forêt de Fontainebleau	1993/2, 305
<i>POS. Risques naturels. Zone inondable (R 111-1 et R 111-3 C. Urb)</i> , Conseil d'Etat, 9 avril 1993, M. Mentzler	1993/3, 459
<i>Révision du POS et nuisances graves</i> , TA Nantes, 1er avril 1993, MM. Bouyer et Grandjouan (conclusions P.THOMAS)	1994/1, 87
Panorama de la jurisprudence administrative - Urbanisme (Plans d'occupation des sols) (G. MONEDIAIRE)	1996/3, 345
Panorama de la jurisprudence administrative - Urbanisme (Schémas et plans) (G. MONEDIAIRE)	1998/2, 254
Opérations d'urbanisme	
<i>POS - Réglementation ou interdiction des petites surfaces commerciales</i> , Conseil d'Etat, 7 mai 1986, Société Guyenne et Gascogne (note B. DYSSLI)	1986/2-3, 317
Permis de construire et autorisations diverses	
<i>Construction dans un espace vert protégé</i> , TA Paris, 11 juillet 1978, Dame Boegner et Sieur Plichet c/ Ministre de l'Equipement, Secrétaire d'Etat à la Culture, Secrétaire d'Etat aux universités, Ministre de l'Education et Observatoire de Paris	1978/4, 395
<i>Permis de construire de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire – Sursis à exécution</i> , Tribunal administratif d'Orléans, 13 avril 1979, Association pour la défense de la qualité de la vie du Val de Loire et autres (conclusions P. BEGAULT)	1980/1, 34
<i>Construction d'installations industrielles dans une zone frappée d'une servitude de protection générale des sites et paysages</i> , Conseil d'Etat, 16 mai 1980, Ministre de l'Equipement c/ Epoux Laval et autres et Société Isobox-Barbier	1980/3, 255
<i>Bâtiment industriel en zone rurale - Plan d'aménagement - Dérogation - POS</i> , Conseil d'Etat, 29 février 1980, Ministre de l'Equipement et de l'Aménagement du Territoire et S.A.L'Héritier c/ Ville de Besançon (note F. BOUYSSOU)	1981/1, 58

<i>Salle polyvalente et zone NA du POS - Atteinte à l'environnement,</i> Conseil d'Etat, 21 novembre 1980, Deby	1981/1, 62
<i>Ensemble immobilier et POS - Violation de l'esprit du règlement,</i> TA Nice, 25 novembre 1980, Association Ouest Varoise pour la protection de l'environnement et de l'habitat	1981/1, 63
<i>Ouverture d'un terrain de camping - Etude d'impact insuffisante,</i> TA Montpellier, 19 mai 1981, Association des pêcheurs et conchyliculteurs du quartier de Port-Vendres et autres	1981/4, 326
<i>Centrale de fabrication de béton portant atteinte à la salubrité publique,</i> Conseil d'Etat, 3 juillet 1981, Société Sordi et fils	1981/4, 334
<i>Permis de construire et exposition à des nuisances graves,</i> Conseil d'Etat, 19 mars 1982, Mme Peyrard	1982/3, 293
<i>Permis de construire - Respect des marges de recul prévues au POS pour les installations soumises à déclaration,</i> Conseil d'Etat, 13 novembre 1982, Syndicat des copropriétaires du village de Port-Dun	1983/1, 43
<i>Permis de construire un ensemble d'habitation dans un périmètre sensible et un site inscrit à l'inventaire - Atteinte au caractère des lieux avoisinants,</i> TA Poitiers, 20 juin 1984, Association "Société de protection des paysages de l'île d'Oléron" et autres c/ Ministre de l'Urbanisme et du Logement et SA Europe-Maison	1984/3, 251
<i>Permis de construire dans le périmètre d'un PNR,</i> Conseil d'Etat, 20 mars 1981, M. Grimaud	1985/3, 386
<i>Agrément de la commission d'architecture du PNR pour la délivrance d'un permis de construire,</i> Conseil d'Etat, 6 juillet 1983, Mme Ploton	1985/3, 387
<i>Refus de permis de construire dans le champ de visibilité d'un monument historique - Pouvoir d'évacuation et avis défavorable du ministre,</i> Conseil d'Etat, 20 décembre 1985, Société civile de construction-vente du 1, rue Mallet-Stévens à Paris	1986/1, 99
<i>Permis de construire un atelier de traitement de viandes et d'abats - Atteinte à la salubrité publique,</i> Conseil d'Etat, 11 avril 1986, M. Louis Seigneurie (note B. DYSSLI)	1986/2-3, 320
<i>Permis de construire - Zone naturelle protégée - Erreur manifeste,</i> Conseil d'Etat, 20 février 1987, Association pour la sauvegarde des sites de la Commune de Portes-en-Ré	1987/3, 379
<i>Permis de construire - Atteinte au paysage et au caractère des lieux avoisinants,</i> TA Poitiers, 11 mars 1987, Association pour la sauvegarde de la vallée de la Courbe et autres	1987/3, 380
<i>Permis de construire - Contentieux - Qualité pour agir,</i> Conseil d'Etat, 8 avril 1987, Georges Fourel	1987/3, 391

<i>Installations et travaux divers - Circuit auto-moto - Absence de qualité pour demander l'autorisation</i> , TA Limoges, 30 octobre 1986, Société d'étude pour la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre (SEPANI)	1987/3, 394
<i>Permis de construire et structures gonflables</i> , Conseil d'Etat, 28 janvier 1987, Ministre de l'urbanisme, du logement et des transports c/ Billaud (note F. MODERNE)	1988/2, 173
<i>Permis de construire un ensemble d'habitation dans l'île d'Oléron</i> , Conseil d'Etat, 4 décembre 1987, S.A. "Europe-Maison" c/ Association société de protection des paysages de l'île d'Oléron (note V. RICHER et H. FABRE-LUCE)	1988/2, 177
<i>Permis de construire et atteinte au paysage</i> , Conseil d'Etat, 16 octobre 1987, Ministre de l'urbanisme et du logement c/ SCI SUMOVI	1988/2, 180
<i>Permis de construire - Qualité pour agir des associations</i> , Conseil d'Etat, 29 janvier 1988, Association Segustero	1988/3, 327
<i>Permis de construire dans une zone de bruit de l'aéroport d'Orly</i> , Conseil d'Etat, 21 juillet 1989, Commune de Villeneuve-Saint-Georges c/ M. Violet	1989/4, 437
<i>Permis de construire non compatible avec le plan de masse d'une zone</i> , TA Strasbourg, 4 avril 1989, M. Cassot c/ Ville de Saint-Avold	1989/4, 473
<i>Permis de construire et atteinte à la sécurité publique</i> , TA Lyon, 23 avril 1990, Préfet du Rhône c/ Commune de Pierre-Bénite	1991/2, 245
<i>Ligne électrique THT. Sursis à exécution. Préjudice irréparable</i> , TA Pau, 5 novembre 1991, UMINATE 65 c/ Préfet des Hautes-Pyrénées	1992/3, 401
<i>Atteinte à la sécurité publique (R. 111-2 C. Urb)</i> , TA Grenoble, 19 mai 1992, Préfet de l'Isère	1992/4, 499
Panorama de la jurisprudence administrative - Urbanisme (certificat d'urbanisme, permis de construire) (M. PRIEUR)	1996/3, 356

Maîtrise foncière et périmètres sensibles

<i>Création d'une ZAD pour l'implantation d'une raffinerie de pétrole dans la rade de Brest</i> , Conseil d'Etat, Assemblée, 17 octobre 1975, Sieur Gueguen et autres	1977/1, 65
<i>ZAD - Motifs de création et délimitation du périmètre - Contrôle du juge administratif</i> , TA Strasbourg, 30 novembre 1978, Chambre d'agriculture du Haut-Rhin c/ Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie (note J-F. FLAUSS)	1980/1, 56
<i>Délimitation d'une zone de préemption dans un ENS</i> , TA Besançon, 31 décembre 1992, SAFER de Franche-Comté	1997/2, 179
<i>Zone de préemption - Objet</i> , CE, 16 juin 1995, Préfet des Yvelines	1997/2, 180

Zone de préemption dans un ENS,

CAA Lyon, 18 janvier 1995, Commune des Pennes Mirabeau

1997/2, 181

III - JURISPRUDENCE CIVILE

CHASSE

Responsabilité d'une association communale de chasse agréée pour le tir d'un balbuzar pêcheur,
Cour de Cassation (Civ. 1ère), 16 novembre 1982 (note J.-C. HALLOUIN) 1984/3, 225

Loi Verdeille et Convention européenne des droits de l'homme, TGI de Périgueux,
13 décembre 1988, Chassagnou, Petit, Lasgressas c/ ACCA
de Tourtoirac et ACCA de Chourgnac 1989/2, 189

Chasse, Loi Verdeille et libertés publiques, Cour d'appel de Bordeaux, 18 avril 1991,
ACCA de Tourtoirac et ACCA de Chourgnac c/ Chassagnoux, Petit, Lasgressas
(note R. ROMI) 1991/4, 501

ACCA, Loi Verdeille, liberté d'association, Cour d'appel de Grenoble, 15 avril 1991,
ACCA de Peyrus c/ Vignon Amélie (note R. ROMI) 1991/4, 503

ACCA, loi Verdeille, liberté d'association et Convention des droits de l'homme,
TGI Guéret, 18 juin 1991, M. Beauvais et autres c/ ACCA de La Cellette et
ACCA de Genouillac (note R. ROMI) 1991/4, 505

ACCA et compétence juridictionnelle,
Cour de Cassation (Civ. 1), 15 juillet 1993, Amélie Vignon 1994/1, 57

Dégâts de gibier et responsabilité des ACCA,
Tribunal d'instance de Privas, 7 septembre 1993, GAEC "Champ de Bois" 1994/1, 58

EAU

Responsabilité civile et pollution de rivière par des déversements accidentels,
Tribunal d'instance d'Angers, 27 juin 1996, Fédération Départementale de Pêche du
Maine et Loire c/ Transports Jolivet et Transports Margas (note D. SEGUIN) 1997/2, 231

ENERGIE NUCLEAIRE

*Travaux relatifs à la construction d'une centrale nucléaire sans DUP ni DAC. Droit de l'homme à
l'environnement,* Tribunal de grande instance de Bourgoin-Jallieu, 30 mai 1975, Mouvement écologique
Rhône-Alpes et Association pour la sauvegarde du site de Bugey Malville c/ EDF 1976/1, 51

Centrale nucléaire - Début des travaux avant la DUP - Voie de fait (non), Tribunal de grande instance
de Lyon, 5 mai 1977, Association de sauvegarde de Bugey-Malville et autres 1977/3, 310

MER

Pollution de la mer par des rejets italiens. Lieu du dommage et compétence juridictionnelle,
Cour de Cassation (Civ. 2), 3 avril 1978, Société Montedison c/ Préfet du Département

de la Haute-Corse et autres (note M. REMOND-GOUILLOUD) 1979/1, 20

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Emanations en provenance d'une cheminée d'installation de chauffage au gaz, Cour de Cassation (Civ. 3ème), 21 novembre 1978, Sieur Lageon (note G. J. MARTIN) 1979/2, 142

PROTECTION DE LA NATURE

Procédure civile, référé. Destruction d'espèces protégées, Cour d'appel de Caen (1ère chambre civile), 6 septembre 1994, Groupement régional des associations de protection de la nature de Basse Normandie (note R. LEOST) 1995/1, 121

Procédure civile, référé. Destruction d'espèces protégées, TGI Coutances, ordonnance de référé, 3 juin 1994, Groupement régional des associations de protection de l'environnement de Basse Normandie 1995/1, 124

RESPONSABILITE CIVILE ET TROUBLES DE VOISINAGE

Domage aux apiculteurs du fait de l'épandage de pesticides, Cour de Cassation (Civ. 2ème), 14 juin 1972, Coopérative agricole d'approvisionnement du Hurepoix et autres (note M. DESPAX) 1976/1, 54

Epandage aérien de pesticides dans les marais de Camargue - Responsabilité des utilisateurs, Tribunal de grande instance de Nîmes, 6 février 1973, Epoux De Bordas et Sieur Paranque c/ Société civile agricole "Je m'en repens le scamandre" (note M. DESPAX) 1976/1, 57

Troubles de voisinage causés par le fonctionnement d'un supermarché, Cour d'Appel de Paris, 9 juin 1975, Société Carrefour-Supermarchés c/ Sieur Durand 1976/2, 58

Domage causé par le bruit - Eléments d'appréciation du préjudice, Tribunal de grande instance de Toulouse, 26 avril 1976, Epoux Dassie et Bettin c/ Compagnie Internationale pour l'Informatique (CII) (note L. LASSERRE : RJE 2/1978 p. 192) 1977/2, 160

Exploitation de carrière - Absence de trouble anormal de voisinage - Modification des conditions d'exploitation - Appréciation souveraine du juge du fond, Cour de Cassation (Civ. 3ème), 9 juillet 1986 (note G. MARTIN) 1986/4, 468

Responsabilité civile et atteinte à l'esthétique, Cour de Cassation (civ. 2ème), 29 novembre 1995 (note C. GIRAUDEL) 1997/2, 229

URBANISME ET CONSTRUCTION

Construction d'un garage et d'un atelier non conforme au cahier des charges d'une association de remembrement, Cour de Cassation (Civ. 3ème), 5 avril 1979, Paisant c/ Dolley et autres 1980/2, 188

Construction édictée sans consentement contre un mur mitoyen, Cour de Cassation (Civ. 3ème), 28 mai 1979, Gautier c/ Laroque 1980/2, 189

Construction édiflée en violation d'une servitude d'urbanisme,
Cour de Cassation (Civ. 3ème), 20 novembre 1979, Roques c/ Soubrie 1980/2, 191

Infraction au permis de construire - Amnistie - Action en démolition devant les juridictions civiles, Cour de Cassation (Civ. 3ème), 4 mars 1980, Walter c/ Procureur général près de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence (note M-J. LITTMANN-MARTIN) 1981/1, 49

Droit des particuliers de demander la démolition d'une construction édiflée sans permis,
Cour de Cassation (Civ. 3ème), 19 juillet 1982 1983/1, 42

Construction irrégulière - Irrecevabilité d'une action en démolition introduite par une association, Cour d'Appel de Paris (1ère ch.), 23 décembre 1985, Association S.O.S. Paris c/ Syndicat des copropriétaires 48 à 58, quai de Jemmapes (note H. FABRE-LUCE) 1986/4, 470

Prescription d'une action en démolition - Action intentée par des associations, Tribunal de grande instance d'Orléans, 16 mars 1986, Groupe d'Etudes municipales de l'agglomération orléanaise (GEMAO) et autres c/ Société internationale des hôtels Sofitel (note H. FABRE-LUCE) 1986/4, 474

Responsabilité civile et constructions illégales, Cour d'appel de Poitiers, 23 janvier 1996, Société pour la protection des paysages de l'Ile d'Oléron (note B.DROBENKO et R. LEOST) 1996/4, 469

IV - JURISPRUDENCE PENALE

GENERALITES

Panorama de la jurisprudence pénale - *Affichage, bruit, chasse, eaux, forêts, installations classées, protection de la nature, site archéologique* (JAWORSKI Véronique) 1995/1, 173

Panorama de la jurisprudence pénale - *Chasse, eaux, installations classées, sites classés* (JAWORSKI Véronique) 1995/3, 515

Panorama de la jurisprudence pénale - *Chasse, déchets, eaux* (JAWORSKI Véronique) 1996/1-2, 191

Panorama de la jurisprudence pénale - *Chasse, déchets, eau, installations classées, Parc national* (JAWORSKI Véronique) 1996/4, 491

Panorama de la jurisprudence pénale - *Air, chasse, déchets, eau, installations classées* (JAWORSKI Véronique) 1997/2, 253

Panorama de la jurisprudence pénale - *Chasse, eaux, espèces protégées, installations classées, littoral, site classé* (JAWORSKI Véronique) 1997/4, 589

Panorama de la jurisprudence pénale - *Chasse, eaux, espaces protégés, installations classées, littoral, site classé, urbanisme* (JAWORSKI Véronique) 1998/3, 441

AGRICULTURE

Nuisances agricoles - Infraction pénale et trouble de voisinage,
Cour de Cassation (Crim.), 26 octobre 1987, Albert Hornick 1988/1, 69

ASSOCIATIONS

Dommages et intérêts et amende pénale,
Cour de Cassation (crim.), 8 juin 1982 (note M.-J. LITTMANN) 1982/4, 403

Action civile - Fédération départementale de chasse - Recevabilité, Cour de Cassation
(crim.) 26 avril 1978, Fédération départementale des chasseurs de la Meuse 1978/4, 384

CHASSE

Mutilation d'un cygne tuberculé dans une réserve de chasse, Tribunal correctionnel
de Lyon, 21 juin 1989, Ministère public c/ Montoya et Reynaud 1989/4, 459

Chasse à la palombe. Engins prohibés,
Cour de Cassation (crim), 3 octobre 1991, (note M.-J. LITTMANN) 1992/3, 333

Chasse au gibier d'eau,
Cour de Cassation, (crim), 29 juin 1994 1994/4, 427

DECHETS

*Transport et mise en décharge de déchets toxiques - Infractions aux lois du 19 juillet 1976 et 15
juillet 1975 - Action civile des associations,* Tribunal correctionnel de Strasbourg, 11 mars 1983
(note M.-J. LITTMANN-MARTIN) 1983/3, 244

Exploitation sans autorisation d'une installation de stockage de déchets toxiques, Tribunal correctionnel
de Saint-Quentin, 26 juin 1985 (note M.-J. LITTMANN-MARTIN) 1985/4, 480

Action civile d'une fédération de protection de la nature suite à une infraction à la loi du 15 juillet 1975,
Cour d'Appel de Colmar, 27 janvier 1984 (note M.-J. LITTMANN-MARTIN) 1985/4, 484

Élimination sans autorisation d'huiles usagées, Cour de Cassation (crim),
21 juin 1990, Renaudier (note A. MANNHEIM-AYACHE) 1991/3, 381

EAU

Pollution des eaux - Article 434-1 du Code rural, Cour de Cassation (crim.),
31 octobre 1973, Roustang, Baduel, Manson et Société Lacto-France 1976/1, 66

Pollution des eaux - Article 434-1 du Code rural,
Cour de Cassation (crim.), 4 octobre 1974, Griesser 1976/1, 67

Éléments constitutifs de l'infraction de pollution des eaux,
Cour de Cassation (crim.), 28 mai 1975, Dame Lombroso Gilda 1976/2, 69

Pollution chronique par des abattoirs,
Cour d'Appel de Rennes, 30 avril 1975, Ministère public c/ Gilles 1976/2, 71

- Éléments constitutifs de l'infraction de pollution des eaux*, Tribunal correctionnel de Béthune, 17 septembre 1976, Ministère Public c/Raux (note M-J. LITTMANN-MARTIN) 1977/2, 189
- Pollution des eaux - Article 434-1 du Code rural - Éléments constitutifs*, Cour d'Appel de Douai (ch. crim.), 25 février 1977, Ministère public c/ Raux (note M-J. LITTMANN-MARTIN) 1977/3, 317
- Rejet d'eaux industrielles par une entreprise implantée à l'étranger*, Cour de Cassation (crim.) 15 novembre 1977 1978/3, 278
- Action civile - Pisciculture - Indemnisation - Déduction par la Cour d'Appel du montant d'une indemnisation antérieure pour le dommage de pollution à venir*, Cour de Cassation (crim.), 9 mai 1978 1978/3, 281
- Article 434-1 Code rural - Éléments constitutifs du délit - Action civile*, Tribunal correctionnel d'Evreux, 13 janvier 1977, MM. Loheac Antoine c/ Bedos Augustin (note M-J. LITTMANN-MARTIN) 1978/3, 282
- Déversement d'herbicide dans un étang ayant entraîné une pollution des eaux*, Cour de Cassation (crim.), 22 janvier 1980 (note M-J. LITTMANN-MARTIN) 1980/2, 180
- Article 434-1 du Code Rural - Procédure des poursuites*, Tribunal correctionnel d'Avesnes-sur-Helpe, 24 novembre 1981 (note A. SCHWAB) 1982/4, 398
- Vidange de barrage - Boues et débris végétaux - Destruction de poissons - Article 407 nouveau du Code rural - Infraction non constituée*, Cour d'Appel de Lyon, 22 juin 1983, Cravero 1987/1, 94
- Vidange de barrage - Article 407 nouveau du Code rural - Confirmation de Lyon, 22 juin 1983*, Cour de cassation (crim.) 23 mai 1986, Société des Sciences naturelles Loire-Forez et autres 1987/1, 96
- Rejets accidentels et rejets chroniques - Application des articles 407 et 409 du Code rural*, Tribunal correctionnel de Mende, 12 août 1987, André Sabadel (note M.- J. LITTMANN-MARTIN) 1987/4, 509
- Pollution de l'eau - Force majeure - Défaut de réponse des juges du fond*, Cour de Cassation (Crim.), 15 mars 1988, Mercier Bernard 1988/4, 479
- Pollution de l'eau et action civile des associations*, Cour d'Appel de Lyon, 6 juillet 1989, Groupe Ain-Nature FRAPNA c/ Jocelyne Charveriat 1989/4, 433
- Eau - Délit de non respect de débit réservé*, Cour d'appel d'Aix-en-Provence, 7 décembre 1994, Masson (note S.D. COURANT) 1996/4, 441
- Assèchement et remblaiement de zone humide*, Cour d'appel de Poitiers (ch. corr.), 9 janvier 1997 (note R. ROMI) 1997/3, 423
- Délit de pollution des eaux - Responsabilité pénale des agents de l'administration*, Cour d'Appel de Besançon (Corr), 22 mai 1997 (note G. ANGELI) 1998/1, 83

Infraction à l'article 10 de la loi sur l'eau - Ouvrage soumis à autorisation,
CA Poitiers, 9 janvier 1997, Ministère Public c/ Couvert et Vinet (note R. LEOST) 1998/3, 355

Exécution de travaux d'assèchement de zone humide sans autorisation,
Cour de cassation (Crim.), 23 mars 1998, L.P.O. et autres
(note D. GUIHAL et R. LEOST) 1998/4, 529

INSTALLATIONS CLASSEES

Transgression de l'arrêté d'autorisation d'une installation classée - Nuisances causées par des odeurs, Cour de Cassation (crim.) 12 février 1986 1986/2-3, 277

Installation classée - Exploitation sans autorisation - Liberté de la preuve,
Cour de Cassation (crim.) 11 mars 1986 1986/2-3, 279

Non respect d'une mise en demeure et application dans le temps de la loi du 3 juillet 1985,
Tribunal correctionnel de Brest, 1er décembre 1987, Alain Delthel
(note M.J LITTMANN-MARTIN) 1989/3, 319

Non respect d'une mise en demeure et application dans le temps de la loi du 3 juillet 1985,
Cour d'Appel de Rennes, 27 décembre 1988, Alain Delthel
(note M.-J. LITTMANN-MARTIN) 1989/3, 322

Activité visée dans la nomenclature. Absence d'autorisation. Infraction constituée,
Cour de cassation (crim), 14 mai 1991, Lorban (note A. JEOFFROI) 1992/4, 477

MER

Rejet involontaire d'hydrocarbures à la suite d'une avarie entraînant une pollution de la mer, Cour d'Appel de Rennes, Chambre d'accusation, 15 octobre 1979 (note A. HUET) 1980/1, 47

Répression de la pollution des eaux en baie de Seine par les déversements industriels, Cour d'Appel de Rouen (Chambre correctionnelle), 21 octobre 1982 (note Y. REINHARD) 1983/2, 151

Délit de pollution involontaire de la mer par hydrocarbures, Tribunal de grande instance de Cherbourg, 14 juin 1988, Ministère public c/ Blohm et Hachmann (note A. HUET) 1989/1, 69

Convention MARPOL - Rejets d'hydrocarbures dans la zone littorale française, TGI Paris, 22 mai 1996, Ministère public c/ M. Antonios (note M. MORIN) 1997/1, 83

MONUMENTS ET SITES

Immeuble partiellement classée monument historique (façade) - Propriété communale - Mauvais état de l'immeuble, Cour de Cassation (crim.), 28 avril 1978, Gilbert Baومت 1978/3, 276

PROTECTION DE LA NATURE

<i>Destruction, transport et mise en vente d'animaux d'espèces protégées</i> , Tribunal correctionnel de Chalon-sur-Saône, 18 janvier 1985	1985/4, 502
<i>Infraction à la législation des espèces protégées - Publicité des listes</i> , Cour de Cassation (crim.) 23 avril 1986	1986/2-3, 276
<i>Destruction de spécimens d'espèce protégée</i> , Cour d'Appel de Bordeaux (Corr.), 17 mars 1988, Queyrens J.P.	1988/4, 481
<i>Cueillette de plantes d'une espèce protégée</i> , Tribunal correctionnel de Gap, 12 octobre 1988, Ministère public c/ Alphand (note M.-J. LITTMANN)	1990/3, 417
<i>Cueillette de plante d'une espèce protégée. Action civile du PN des Ecrins</i> , Cour d'Appel de Grenoble, 22 novembre 1988, Alphand c/ Ministère Public (note M.-J. LITTMANN)	1990/3, 419
<i>Arrêté de biotope (frayère d'esturgeons). Dégradation du milieu. Sanctions</i> , Cour d'appel d'Agen, 15 octobre 1990 (note M.-J. LITTMANN)	1992/3, 339
<i>Détention d'espèces protégées (Art. L 211-1 de code rural)</i> , Tribunal correctionnel Le Mans, 28 mai 1990 et Cour d'appel d'Angers, 29 novembre 1990 (note M.-J. LITTMANN)	1992/3, 341
<i>Destruction de milieux protégés par un arrêté de biotope. Sanctions</i> , TGI Brest, Ordonnance de Référé, 22 octobre 1990 (note M.-J. LITTMANN)	1992/3, 335
<i>Destruction de milieu protégé par un arrêté de biotope</i> , Tribunal correctionnel de Brest, 12 novembre 1991 (note M.-J. LITTMANN)	1992/3, 337
<i>L'épervier est-il une bête fauve ?</i> , Cour d'appel de Toulouse, 24 octobre 1994, Lespinasse (note D. GUIHAL et R. LEOST)	1997/1, 47
<i>Droit pénal - Infraction à la loi de 1991 sur la circulation des véhicules terrestres dans les espaces protégés</i> , CA Rennes, 31 juillet 1997, Bourles et autres (note D. GUIHAL et R. LEOST)	1998/2, 199

URBANISME ET CONSTRUCTION

<i>Lettre du Préfet "valant permis de construire" sauf décision contraire notifiée "avant" une date déterminée</i> , Cour de Cassation (crim.), 14 décembre 1976 (note B. GENEVOIS)	1978/1, 69
<i>Construction sans permis - Formalités de l'article L.480-5 du Code de l'urbanisme et constatation de leur accomplissement - Nécessité</i> , Cour de Cassation (crim.), 17 février 1977 (note B. GENEVOIS)	1978/1, 76
<i>Obligation de démolir un bâtiment à usage d'habitation édifié sans permis de construire</i> , Cour de Cassation (crim.), 30 octobre 1979, Guy Astruc (note M.-J. LITTMANN-MARTIN)	1980/1, 66
<i>Permis de construire tacite</i> , Cour d'Appel de Paris, 13 juin 1979 (note M.-J. LITTMANN-MARTIN)	1980/1, 68

Prescription des infractions au Code de l'urbanisme,
Cour de Cassation (Crim.), 6 octobre 1987, Pierre Connan

1988/1, 71

Démolition d'une construction irrégulière ordonnée à titre principal,
Cour de Cassation (Crim.), 31 mai 1988, Brandel Robert

1988/4, 483